



n ú m e r o
205
z e n b a k i a

1^a DE OCTUBRE DE 2006

2006ko URRIA 1.a

Boletín Quincenal de
Información Europea

Europari Buruzko
Hamabostekaria



EUROPA
EUSKADI

Opinión:

*“L'Observatoire du marché
unique, production et
consommation”.*

*Jean-Pierre Faure, Resp. du
Secrétariat de
l'Observatoire du
marché unique*

Pág. 3

*El PE debatirá el proceso
de paz en Euskadi*

Pág. 9

*Aprobados 2 informes para
combatir la contaminación
atmosférica*

Pág. 7

*Celebrada la V Semana de
la movilidad*

Pág. 17

*100 medidas para
conseguir la eficiencia
energética*

Pág. 18

*Sin acuerdo ente la UE y
EEUU sobre el intercambio
de datos de pasajeros*

Pág. 27

Opinión	3
Acto	5

Integración Europea e Instituciones / Europar Integrazioa eta Erakundeak

Sesión Plenaria PE: Aprobados informes sobre educación y formación	6
Sesión Plenaria PE: Aprobados informes sobre medio ambiente urbano	7
Sesión plenaria PE: Política común de inmigración, servicios y presupuestos	8
El Parlamento Europeo debatirá el proceso de paz en Euskadi.....	9
Adhesión de Rumanía y Bulgaria I: Positivos informes de la Comisión	10
Adhesión de Rumanía y Bulgaria II: propuestas medidas de control económico.....	11
Informe sobre el proceso de reforma en Turquía: Progreso lento de entrada a la UE	12
Konstituzio gabeziaren ondorioei buruzko txostena	13

Economía / Ekonomia

Consejo de Competitividad I.....	14
Consejo de Competitividad II.....	15
Consejo informal de agricultura.....	16
EGL-ren azterketa deslokalizazioari buruz	16
Isuri ez industrialen lehendabiziko inbentarioa	17
V Semana Europea de la movilidad.....	17
Plan Europeo con Eficiencia Energética.....	18
Ayudas a colectivos energéticos.....	19
Medidas antidumping al calzado asiático	20
Directiva sobre venta a distancia.....	21
Conferencia euromediterránea de industria.....	22
Estrategia para la protección de los suelos.....	23
Plan de formación sobre la seguridad alimentaria	24
Reforma del sector del plátano.....	25

Asuntos de Justicia e Interior / Justizia eta Barne Gaiak

Consejo informal de Justicia e Interior.....	26
No acuerdo entre UE y EEUU sobre el intercambio de datos de pasajeros.....	27
Nuevas normas de seguridad en los aviones	28

Relaciones Exteriores / Kanpo Harremanak

Consejo informal de Defensa	29
-----------------------------------	----

Cuaderno de Referencias

Legislación.....	30
Licitaciones.....	34
Convocatoria de programas	35
Documentos oficiales	36
Artículos de revista	42

"L'OBSERVATOIRE DU MARCHÉ UNIQUE, PRODUCTION ET CONSOMMATION"

Jean-Pierre FAURE

Un peu d'histoire...

En créant l'Observatoire du marché unique (OMU) en 1994 avec le soutien du Conseil de l'Union européenne, de la Commission européenne et du Parlement européen, le Comité économique et social européen (CESE) s'est doté d'une structure flexible et horizontale qui lui permet d'analyser le fonctionnement du marché unique, d'identifier les problèmes et les obstacles à son achèvement et de proposer des solutions reposant sur les recommandations des usagers. Il s'imposait de matérialiser leur rôle dans un contexte de consultation structurée et formelle et c'est précisément à cette fin que le Comité a été institué par le traité CEE en 1957. Ce type de consultation, à la fois pluraliste et proche du quotidien, est important notamment pour le législateur - la Commission européenne, mais aussi le Parlement européen - qui redouble d'efforts depuis quelques années dans le domaine de l'amélioration du cadre réglementaire de l'Union européenne.

Les activités de l'OMU

L'Observatoire du Marché unique est composé de 30 membres du CESE, issus des divers Etats membres et de milieux socioprofessionnels différents (employeurs, syndicalistes, ONG diverses) qui sont assistés par un secrétariat de 6 personnes. Il a pour tâche:

- l'élaboration d'avis d'initiative consacrés à des thèmes proposés par les membres et rédigés sur la base des résultats des enquêtes menées sur le terrain,
- la préparation d'avis par exemple à la demande de la Commission sur les rapports d'avancement du Marché unique qu'elle présente régulièrement ou sur des projets législatifs directement liés au marché unique,
- d'avis exploratoires notamment à la demande de gouvernements dans le contexte de la Présidence de l'UE, et
- la mise sur pied d'un réseau interactif d'information rassemblant des données communiquées par les membres du CESE, leurs organisations ou les "utilisateurs" du Marché unique.

Sur ce dernier point, la Commission européenne a demandé à l'Observatoire de réaliser une cartographie

des instruments alternatifs à la législation classique (c'est-à-dire des initiatives d'autorégulation et de corégulation prises par les acteurs du marché unique). Il travaille actuellement avec le Secrétariat général de la Commission à la mise en ligne d'une base de données permettant d'avoir une vue d'ensemble de ces initiatives émanant des socioprofessionnels européens. Cette source d'information nouvelle devrait être disponible au plus tard début 2007 sur le sous-site de l'Observatoire dédié à l'autorégulation et à la corégulation

<http://eesc.europa.eu/smo/prism/presentation/index.asp>

L'Observatoire explore également la possibilité de synergies similaires dans d'autres parties de la Commission européenne.

Si le Comité économique et social européen est bien une plateforme consultative formelle permettant d'associer les organisations de la société civile européenne au design des propositions législatives, l'Observatoire (intégré au sein de la Section "Marché intérieur, Production et consommation") est, quant à lui, une sorte de fer de lance de la consultation sur les règles du marché unique.

En effet, il ne suffit pas de jouer la carte des lobbys pour avancer dans le travail législatif, encore faut-il garantir le pluralisme, l'équilibre des intérêts, le dialogue entre les divers secteurs d'activités et les multiples acteurs socioprofessionnels. La Direction générale "Marché intérieur et services" de la Commission l'a bien compris puisqu'elle associe systématiquement le Comité et son Observatoire à la genèse de ses propositions, aux événements qu'elle organise pour glaner des contributions et organiser un échange de vues aussi large que possible sur ses projets.

Le complexe "Mieux légiférer", un défi passionnant qui répond à une vraie demande

Depuis quelques années, l'Observatoire s'est spécialisé dans le domaine complexe et vaste de l'amélioration du cadre réglementaire de l'Union européenne. Ce n'est pas un effet de mode: le besoin est réel, surtout si l'on veut renforcer la confiance et le soutien au projet

européen. Il a donc émis des avis et présenté des rapports d'information mais aussi organisé des auditions publiques sur des thèmes aussi variés que les priorités du marché unique (par exemple pour la période 2005-2010), la simplification administrative et réglementaire, la situation en matière d'instruments alternatifs ou l'amélioration de la transposition et de l'application de la législation communautaire par les Etats membres.

A titre d'exemple, il travaille actuellement sur des dossiers plus spécifiques et tout aussi sensibles tels que les marchés publics, les services dans le marché unique (au regard des exigences du marché de l'emploi et de la protection des consommateurs) ou la consolidation des liens entre administrations nationales et institutions de l'Union européenne pour l'échange de bonnes pratiques administratives.

L'Observatoire ne limite pas ses activités au siège de la maison mère, le Comité économique et social européen. En effet, pour prendre la vraie mesure des besoins et des préoccupations des organisations de la société civile, il faut aller à leur rencontre. Il organise donc régulièrement des auditions publiques dans les pays de l'Union qui portent par exemple sur les conséquences de l'adhésion pour les nouveaux Etats membres et sur des thèmes plus sectoriels dans les anciens. L'idée est bien d'informer le législateur sur les visions, les critiques et les inquiétudes des milieux qui sont quotidiennement impliqués dans la réalité de l'Union européenne.

L'avantage de l'Observatoire - et, bien entendu, du CESE - tient au fait que sa composition reflète cette réalité. Ses membres sont eux aussi des usagers du marché unique et des destinataires de la législation communautaire. Ils ont un mandat consultatif au sein d'une institution de l'UE et rencontrent leurs collègues dans les Etats membres qui n'ont sans doute pas tous les jours l'occasion de s'exprimer directement et d'interpeller les instances "de Bruxelles". Ce faisant, un réseau de compétences bénéficiant d'un réel ancrage dans la vie de tous les jours a pris forme au fil des années.

Un outil de mise en confiance

A cet égard, il existe un facteur de confiance indéniable du fait même de ces affinités socioprofessionnelles. En effet, le Comité et son Observatoire du marché unique ne sont pas la Commission. Leurs membres peuvent non seulement s'exprimer en leur qualité de représentants d'organisations de la société civile mais aussi agir en tant qu'intermédiaires institutionnels qui partagent les mêmes intérêts que leurs interlocuteurs dans les Etats membres. Toutefois, intégrés qu'ils sont dans le processus consultatif et décisionnel de l'Union européenne, ils peuvent avoir un rôle très dynamique puisqu'ils informent la Commission sur les points de vue de la société civile et peuvent tout autant expliciter les propositions législatives auprès de leurs destinataires. Cette fonction bidirectionnelle est à la fois exceptionnelle et indispensable!

Si les gouvernements des Etats membres sont copropriétaires du marché unique, les organisations de la société civile sont directement concernées par la conception et la mise en œuvre des lois communautaires. L'Observatoire et le Comité sont une "station d'épuration" nécessaire à la qualité législative! Il faut donc aller au-delà du visible et prendre conscience des instruments qui existent et qui contribuent, de manière certes discrète mais concrète, à construire cette réalité tangible que nous appelons par commodité le marché unique.

L'Observatoire est un outil horizontal qui fait intervenir des acteurs du marché unique au quotidien. Ces acteurs sont aussi des multiplicateurs d'opinion. L'OMU permet en outre, et c'est un point essentiel, de garantir le pluralisme dans le contexte de cette démocratie participative qui joue un rôle de plus en plus complémentaire de celui de la démocratie représentative. L'Observatoire - et le CESE qui l'abrite - présente l'incroyable avantage d'être, en plein cœur des institutions, une tête de pont de la société civile, dans toute sa diversité et avec ses compétences fondées sur le vécu.

JEAN-PIERRE FAURE
RESP. DU SECRÉTARIAT DE L'OBSERVATOIRE DU MARCHÉ UNIQUE

DONOSTIA-SAN SEBASTIÁN, 20 OCTUBRE 2006

JORNADA "20 AÑOS DE GIPUZKOA EN EUROPA"



Momento de la apertura de la Jornada, en la que se analizaron los logros conseguidos y los retos de futuro

Con motivo de la celebración del vigésimo aniversario del ingreso en las Comunidades Europeas, se ha celebrado el pasado 20 de octubre, en Donostia-San Sebastián, bajo el título "20 años de Gipuzkoa en Europa", una jornada organizada por la Cámara de Gipuzkoa, con la colaboración de la Diputación Foral de Gipuzkoa y de la Secretaría General de Acción Exterior del Gobierno Vasco.

La Jornada constituía una invitación a la reflexión sobre los logros alcanzados y sobre las dificultades superadas a lo largo de estas dos últimas décadas. Efectivamente, desde que, en enero de 1986, Euskadi se suma al proceso de integración europea, los cambios derivados en los ámbitos económico, social y político han tenido una repercusión claramente positiva en clave de modernización, de apertura y de definición de un espacio en el contexto europeo. Igualmente, la experiencia europea ha modificado radicalmente algunos de los patrones de conducta de nuestro tejido económico y empresarial, que se ha visto obligado a desterrar antiguos modelos proteccionistas y a sumarse al fuerte proceso de desregulación y unificación asociado a la Unión Europea.

Por otro lado, en la Jornada se ha intentado analizar el futuro, los nuevos retos y ambiciones de la Europa del siglo XXI, así como las oportunidades y amenazas que plantea para Gipuzkoa.

La apertura de la Jornada ha estado a cargo de Joxe Joan González de Txabbarri, Diputado General de Gipuzkoa; José María Echarri, Presidente de la Cámara de Gipuzkoa; y Mikel Antón, Director de Asuntos Europeos del Gobierno Vasco.

Gurutz Jáuregui, Catedrático de Derecho Constitucional de la Universidad del País Vasco, defendió la ponencia "La visión de los ciudadanos: de la adhesión ilusionada a la incertidumbre". El resto de las ponencias se organizaron en torno a dos epígrafes:

Bajo el título "Balance: Gipuzkoa 20 años en Europa" (moderadora: Beatriz Iñárritu, socia-consultora de Estrategias Empresariales Europeas), se presentaron las siguientes ponencias:

- "Transformación estructural (I). La formación y el empleo. Los Fondos" por Guillermo Echenique, Consejero Delegado de Bidasoa Activa y ex-Diputado de Economía y Turismo.
- "Acta Única. Apertura de fronteras e internacionalización de las empresas", por Agustín Eizagirre, Director General de la Cámara de Gipuzkoa.
- "Convergencia con Europa. El euro. Los cambios en el sistema financiero", por Xabier Larrañaga, Director de Asesoramiento Internacional del Banco Guipuzcoano.

Bajo el epígrafe "Retos: Hacia la convergencia con los más avanzados" (moderador: Joxerramon Bengoetxea Director del Instituto Internacional de Sociología Jurídica de Oñati) se defendieron las ponencias:

- "Innovación y competitividad. Gipuzkoa hace suyos los objetivos de la Agenda de Lisboa" por Mikel Navarro, Director académico del Instituto Vasco de Competitividad.
- "Transformación estructural (II). Qué infraestructuras para la inserción de Gipuzkoa en las redes transeuropeas de transporte y comunicación" por Koldo Azcoitia, Diputado Foral para la Ordenación y Promoción Territorial.
- "El 'Plan de competitividad empresarial e innovación social 2006-2009' en el entorno europeo" por Mauri Lazkano, Director General de la SPRI.
- "Gipuzkoa, por un territorio socialmente cohesionado y sostenible" por Javier Elzo, Catedrático de Sociología de la Universidad de Deusto.

Los textos de las ponencias, entre otra información, puede consultarse en:

<http://www.camaragipuzkoa.com/jornadaeuropea/>



Educación

SESIÓN PLENARIA DEL PARLAMENTO EUROPEO I

Irailaren 25 eta 28 artean izaniko Osoko Bilkuran, ikasleen mugikortasuna, eleaniztasuna eta dimentsio europarrari buruzko hainbat txosten onbatu ziren.

Movilidad. El Pleno adoptó el informe de la socialista italiana Christa Prets respecto a una propuesta de Recomendación sobre la movilidad a través de la UE con fines formativos. Los diputados aprueban así la introducción de una Carta europea de calidad de la movilidad, el denominado "Europass".

Tras un acuerdo común destinado a evitar una segunda lectura, Comisión, Parlamento y Consejo recomiendan a los Estados miembros adoptar y aplicar dicha Carta, instándolos además a fomentar su uso por las agencias nacionales.

La Carta servirá para proporcionar apoyo logístico en aspectos como la transmisión de información y la ayuda en los preparativos del viaje, los seguros, los permisos de residencia o de trabajo, la seguridad social, la posibilidad de transferir las becas y los préstamos estatales del país de origen al país de acogida, el alojamiento, etc. También contribuirá a aumentar los intercambios, facilitar el reconocimiento de los períodos dedicados a la formación, reconocer titulaciones y cualificaciones, y reforzar la cooperación entre autoridades, organizaciones y resto de partes interesadas.

El principal objetivo de Europass es lograr una mayor eficacia en todos los tipos de movilidad organizada con fines de aprendizaje y, más concretamente, ofrecer un punto de referencia para todos los interesados en las cuestiones de movilidad, específicamente en el programa integrado de formación continua para el período 2007-2013.

Las principales enmiendas aprobadas por los diputados se refieren a las competencias lingüísticas o la recepción en el país huésped, la posibilidad de transferir los préstamos y becas en el país huésped, y la consideración de las necesidades específicas de los minusválidos y grupos desfavorecidos. No se aprobó, sin embargo, la obligación para los Estados miembros de conceder a las organizaciones con programas de movilidad un estatuto especial para su financiación, ni la elaboración de listas de organismos que desean participar en programas de intercambio.

Competencias clave. Los eurodiputados aprobaron asimismo el informe de la representante de los Verdes, Helga Trüpel, ampliando la lista de competencias propuesta por la Comisión Europea en el marco de la formación continua. El marco de referencia adoptado por el Parlamento sigue el formato propuesto por la Comisión, con una división en ocho competencias generales (entre ellas, la comunicación en la lengua materna y lenguas extranjeras, las competencias matemáticas, en ciencia y tecnología, las competencias sociales y cívicas, el espíritu de empresa o la expresión cultural). Sus disposiciones no son vinculantes para los Estados miembros y pretenden únicamente ofrecer una herramienta de referencia para garantizar que los ciudadanos adquieran dichas competencias clave al finalizar su educación o bien a través de la formación permanente.

Las enmiendas añadidas por el Pleno se refieren a: la integración europea y las estructuras comunitarias, el princi-

pio de la no discriminación, el respeto de los principios democráticos, la necesidad de enseñar los valores éticos en el marco de la empresa, la conveniencia de educar a los ciudadanos sobre los peligros potenciales y las oportunidades de Internet, la lucha contra el analfabetismo, la integración de la perspectiva de género y de la igualdad de género en todas las actuaciones, el logro de un índice medio de empleo del 70% en la UE y de al menos el 60% para las mujeres, y la igualdad de acceso a la educación y formación.

El texto aprobado por la Cámara recoge un compromiso acordado con el Consejo y la Comisión, lo que permitirá la conclusión en primera lectura del procedimiento.

Dimensión europea y multilingüismo. El Pleno aprobó el informe del popular Christopher Beazley sobre la dimensión europea en la enseñanza - que debe ser complementaria a los contenidos nacionales -, según el cual los planes de estudio de los Estados miembros deberían promover un mejor conocimiento de la historia común europea y los valores europeos, y debería generalizarse el multilingüismo mediante la enseñanza de al menos dos lenguas extranjeras desde la infancia.

Según la Eurocámara, la información sobre Europa que se ofrece a estudiantes y profesores difiere entre los Estados, por lo que será esencial encontrar una definición más clara y uniforme del significado, contenido y alcance de esta "dimensión europea". Los diputados también remarcaron la importancia de la vertiente lingüística para reforzar dicha dimensión e insistieron en la necesidad de que los Estados miembros fomenten el aprendizaje de una gama más amplia de idiomas, estableciendo en sus programas escolares la enseñanza de al menos dos lenguas extranjeras desde una edad temprana.

Marco Europeo de Cualificaciones. Durante la sesión plenaria también se aprobó el informe de iniciativa del popular Thomas Mann defendiendo la transparencia de las cualificaciones, la movilidad de los profesionales y la formación continua. Este informe es un paso previo a la presentación por la Comisión de un Marco Europeo de Cualificaciones (MEC) antes de finalizar este año. El Parlamento aprueba así la iniciativa del Ejecutivo para modernizar, mejorar y reforzar constantemente los sistemas de educación y formación profesional europeos e iniciar una consulta con vistas a crear un marco de referencia común de los sistemas de certificación europeos.

Una de las principales funciones del MEC será facilitar y promover la transferencia de cualificaciones entre los distintos sistemas de educación y formación profesional, con el fin de hacer posible la movilidad laboral entre distintos países y responder mejor a la oferta y la demanda en el mercado de trabajo europeo. Según el texto aprobado, el MEC no sustituirá a los marcos nacionales de cualificaciones, sino que los complementará, y en principio se aplicará de forma voluntaria.

SESIÓN PLENARIA DEL PARLAMENTO EUROPEO II



Europako Parlamentuaren osoko bilkura hiri garapen sostengarriaren alde eta hiriko airearen kalitate hobearen alde agertu zen

El Parlamento Europeo aprobó el 26 de septiembre, durante su sesión plenaria, dos informes relativos a la **contaminación atmosférica**. El primero se refiere a un paquete legislativo sobre los niveles máximos de contaminación en el aire, que simplifica la legislación actual y atañe principalmente a núcleos urbanos e industriales, y el segundo versa sobre la estrategia temática contra la contaminación atmosférica.

La Eurocámara no considera ambiciosas ni flexibles las propuestas de la Comisión Europea al respecto, por lo que introduce diversas enmiendas, principalmente reduciendo ciertas exigencias en términos de valores límite y duración de exposición, y solicitando más flexibilidad y tiempo para permitir a los Estados miembros adaptarse a una legislación más estricta.

La propuesta inicial de la Comisión Europea no modificaba los límites actuales para la mayoría de los contaminantes, pero sí añadía a la lista, a partir de 2010, un contaminante no contemplado hasta ahora y que resulta muy perjudicial para la salud: las partículas de menor tamaño o PM_{2,5}. Para dichas partículas la Comisión establecía un valor límite de 25 µg/m³ y un objetivo de reducción del 20% para el año 2020. Los parlamentarios, sin embargo, proponen una primera fase, entre 2010 y 2015, en la que el valor sería de objetivo, y una segunda fase, a partir de 2015, en la que el valor sería límite, y reducen el objetivo/límite de 25 µg/m³ a 20 µg/m³. Para las partículas de mayor tamaño, o PM₁₀, los diputados reducen a 33 µg/m³ a partir de 2010 el límite actual (de 40 µg/m³) que la Comisión no modificaba.

Por otro lado, mientras la propuesta de la Comisión disponía que el valor límite diario de 50 µg/m³ no debería superarse durante más de 35 días, el Parlamento amplía ese plazo a 55 días, teniendo en cuenta características de dispersión específicas, condiciones meteorológicas o geográficas, o aportaciones transfronterizas.

El Parlamento también propone establecer prórrogas para los valores límite de PM₁₀ y de PM_{2,5} y el valor de objetivo de PM_{2,5} durante un periodo adicional de dos años sobre el plazo propuesto por la Comisión para una zona concreta que no puede respetar dichos valores (siempre que el Estado miembro correspondiente haya adoptado las medidas necesarias para reducir la contaminación del aire).

Los Estados miembros deberán diseñar políticas de gestión de la calidad y plantear medidas (como la norma EURO VI para vehículos pesados, las nuevas normas para instalaciones de calefacción domésticas, las normas para incineradores o las medidas para reducir las emisiones de los buques) que les permitan alcanzar los valores límite de calidad del aire dentro de los plazos establecidos. Para que las mediciones sean coherentes, la propuesta de Directiva fija unos criterios para definir las zonas donde evaluar los niveles y establecer los aparatos de medición, con vistas a evitar prácticas diversas que impidan comparar resultados.

Respecto al informe aprobado sobre la **estrategia temática relativa a la contaminación atmosférica**, el Parlamento abogó por unos objetivos de reducción más ambiciosos para los compuestos orgánicos volátiles (COV), las partículas PM_{2,5} y los óxidos de nitrógeno (NO_x). Los diputados se mostraron partidarios de reforzar la legislación en materia de emisión e insistieron en que la contaminación atmosférica solamente podrá atajarse con unos valores límite exigentes.

Como en el caso de la Directiva, además de unos valores límite más estrictos los diputados propusieron plazos suplementarios a los Estados miembros que, aún adoptando las medidas necesarias, presenten dificultades para respetar dichos valores. Asimismo, solicitaron la introducción de un sistema de alerta en caso de niveles elevados de polución y la adopción urgente de medidas que permitan reducir las emisiones del sector del transporte marítimo, la contaminación por causas agrícolas, las emisiones de origen industrial y doméstico, y la contaminación causada por los automóviles, incluida una revisión de los sistemas de transporte local.

Por otra parte, con la adopción del informe de iniciativa de la ponente Gyula Hegy los europarlamentarios solicitaron la adopción de diversas medidas para mejorar la situación de las ciudades sometidas a altos niveles de contaminación. El texto aprobado supone una continuación a la Comunicación de la Comisión Europea sobre una estrategia temática para el **desarrollo urbano sostenible**.

Los diputados proponen la implicación en esta cuestión de la UE, que debería fomentar junto con las autoridades locales el establecimiento de programas de gestión urbana sostenible y de transportes urbanos sostenibles. La Comisión debería proponer objetivos de “zonas verdes per cápita” y un estudio del clima urbano en todo nuevo proyecto de desarrollo urbano.

El Parlamento anima también a los Estados miembros a asignar y destinar recursos financieros comunitarios a la rehabilitación de edificios y barrios, además de incentivar la plantación de árboles en las calles y la habilitación de más espacios verdes. Otras medidas propuestas: adaptar polígonos industriales antiguos siempre que sea posible para evitar la creación de otros nuevos; prestar más atención a la prevención y eliminación de suciedad, basuras o contaminación acústica; o promover el transporte colectivo y las bicicletas con el objetivo para 2012 de que el 5% de kilómetros/pasajero pasen del automóvil al transporte público o la bicicleta. Para contribuir a este último objetivo los planes urbanos deberían contemplar la construcción de una red de carriles-bici, promover el transporte público y disuadir del uso del automóvil con medidas como peajes y restricciones de aparcamiento. Por último, el informe insta a la reparación de las viejas tuberías y canalizaciones urbanas y la utilización de los residuos vegetales para la elaboración de abono, en lugar de incinerarlos.



SESIÓN PLENARIA DEL PARLAMENTO EUROPEO III

Inmigrazio politika komuna, interes orokorreko zerbitzuak eta europar aurrekontua izan ziren Europako Parlamentuaren osoko bilkurak eztabaidaturiko gai nagusiak (Irailak 25-28)

Inmigración. El Pleno se declaró partidario de establecer una política de inmigración comunitaria, lamentando el fracaso del Consejo en este ámbito, si bien señaló la importancia de establecer un proceso de codecisión en la materia.

Actualmente los Estados miembros actúan de forma diversa ante la inmigración ilegal, y los diputados les animaron a informar adecuadamente al resto de Estados sobre las medidas que adopten, ya que éstas pueden afectarles.

Dado que son varios los Estados perjudicados por los flujos migratorios, los parlamentarios defendieron el reparto de responsabilidades y costes, y solicitaron a la Comisión trabajar para: la creación de un fondo de emergencia para financiar "equipos de expertos de apoyo" en los puntos de acogida en las fronteras, proporcionar un mecanismo de ayuda financiera en caso de situaciones de emergencia, y revisar el Reglamento Dublín II (según éste, el Estado miembro responsable del examen de una solicitud de asilo es el primer Estado alcanzado por el solicitante, lo que perjudica a los países del Sur y Este de la UE). Además, los Estados miembros deberían tener acceso a la asistencia técnica y la financiación previstas en el Programa ARGO, el Fondo Europeo para los Refugiados, el Fondo para las Fronteras Exteriores, el Fondo Europeo para la Integración y el Fondo Europeo para el Retorno. Asimismo, deberán reforzar su cooperación con la Agencia FRONTEX, para la que se aprobó un incremento presupuestario de 3,7 millones de euros.

En el texto suscrito, los diputados abogaron por una política transversal que contemple la colaboración con países de origen, la seguridad de las fronteras, una política equitativa de retorno, canales para la inmigración legal, medidas para la integración de los inmigrantes y acciones para promover el desarrollo en los países de origen.

La Eurocámara remarcó la necesidad de que los países de origen y de tránsito colaboren en la elaboración de campañas de información que incluyan criterios de obtención de asilo. Los controles en las fronteras y las acciones para combatir la inmigración ilegal deberán siempre respetar los derechos fundamentales de las personas.

Servicios de interés general. En otro informe adoptado por el Pleno, los diputados subrayaron la necesidad de una mayor claridad jurídica en el ámbito de los servicios de interés general (SIG) y pidieron orientaciones, principios e iniciativas legales en este ámbito.

El debate mostró la división de los eurodiputados en cuanto a la necesidad de una directiva marco horizontal sobre los SIG, destacándose en su contra los grupos más orientados hacia la derecha (como el PPE o ALDE), que se inclinaban hacia un enfoque sectorial, y revelándose a favor los de izquierda (PSE, Verdes...).

En cualquier caso, el informe aprobado responde a una creciente demanda de seguridad jurídica en este ámbito por parte de autoridades locales, regionales y nacionales, empre-

sas e usuarios. Dada la evolución del mercado de servicios, la liberalización de ciertos servicios, la inminente adopción de la Directiva Bolkestein y la actual imposibilidad de distinguir claramente entre los SIG y los servicios de interés no económico general, los diputados desean que la Comisión aclare ciertos aspectos legales. El Presidente de la Comisión Europea, José Manuel Barroso, anunció en este sentido la publicación de una Comunicación sobre el SIG antes de fin de año, y defendió un marco jurídico útil y eficaz basado en cuatro pilares: la subsidiariedad, la primacía del servicio público, la apertura y la seguridad jurídica.

Gestión presupuestaria 2004. El Parlamento aprobó su gestión presupuestaria de 2004, aún pendiente tras la polémica por el cobro del alquiler de las sedes de la Eurocámara. Si bien los diputados subrayan que no se ha cometido ninguna ilegalidad en la conclusión y aplicación de los contratos de arrendamiento, en el informe ahora aprobado lamentan el comportamiento del Ayuntamiento de Estrasburgo, cuyos cobros por el alquiler de las sedes superaban el pago que posteriormente efectuaba al propietario de los edificios, hecho del que la UE no estaba informada. El Parlamento criticó esta actuación como poco elegante y falta de buena fe.

Por otra parte, los diputados se mostraron favorables a la compra de dichos edificios.

Otras cuestiones con implicaciones presupuestarias revisadas en el texto fueron: los partidos políticos europeos, los asistentes, la contratación de personal, el fondo de pensiones, los costes de interpretación, etc.

Progress. El Pleno dio luz verde al programa Progress para el Empleo y la Cohesión aprobando la posición común del Consejo al respecto. Con 743,2 millones de euros (2007-2013), el programa abarcará 5 grandes ámbitos: empleo, protección e inclusión social, condiciones de trabajo, lucha contra la discriminación y en defensa de la diversidad, e igualdad de género. Progress apoyará diversos tipos de actividades (análisis, información, aprendizaje, cooperación, etc.) dirigidas a Estados miembros, servicios de empleo, autoridades locales y regionales, interlocutores sociales, ONG, instituciones de enseñanza superior y de investigación, medios de comunicación, etc.

Otros temas. Entre los muchos temas votados, el Parlamento aprobó un informe de iniciativa sobre las relaciones comerciales y económicas con India, apoyó la prórroga hasta 2013 del programa Pericles contra la falsificación del euro, y se sumó a la decisión del Consejo sobre las orientaciones estratégicas de la política de cohesión, que contará con 308.000 millones de euros entre 2007 y 2013 para: la mejora del poder de atracción de Estados miembros, regiones y ciudades en términos de servicios y calidad del medio ambiente; el desarrollo de la innovación y la sociedad del conocimiento; y la creación de empleos, la formación y las inversiones en el capital humano.

EL DEBATE SE REALIZARÁ EL 25 DE OCTUBRE

EL PARLAMENTO EUROPEO DEBATIRÁ EL PROCESO DE PAZ EN EUSKADI



Talde parlamentarioen arteko ahobatekotasuna egon zen gaia osoko bilkuran eztabaidatzeko. Dataren inguruko akordiorik ez zen lortu ordea.

La Conferencia de Presidentes de los grupos parlamentarios de la Eurocámara decidió el pasado 28 de septiembre en Estrasburgo la celebración de un debate sobre el proceso de paz en Euskadi. Este acuerdo es el resultado de una iniciativa de la sección española del grupo socialista, que pretende dar una cobertura internacional a las negociaciones con ETA puestas en marcha por el Gobierno español.

El debate tendrá lugar el próximo día 25 de octubre y se iniciará a partir de una pregunta oral que Martín Shultz, líder de los socialistas europeos, dirigirá a la Comisión Europea y a la Presidencia de turno del Consejo para que expliquen su posición y las posibles medidas a adoptar para encarrilar el proceso. No es seguro que el debate vaya a finalizar con la aprobación de una resolución.

El Gobierno español cree que el anuncio de la celebración del debate es una buena noticia porque se sentirá más arropado por la comunidad internacional en este proceso de búsqueda del final de la violencia y, además, servirá de "impulso" a unas negociaciones que ahora mismo pasan por momentos de bloqueo.

El Partido Popular español, que manifestó reiteradamente la inoportunidad del debate, se quedó solo en la defensa de esa postura. Incluso el Partido Popular Europeo apoyó su celebración aunque, por boca de su Presidente, Hans Goert Pöttering, intentó retrasar un mes la celebración del mismo. La propuesta, apoyada únicamente por la conservadora Unión para la Europa de las Naciones, no salió adelante.

El cambio sugerido por Pöttering venía originado porque, en su opinión, no era casualidad que Joseba Álvarez, dirigente de la ilegalizada Batasuna, hubiera anunciado el 13 de septiembre en Donostia la celebración de este debate en octubre. "Si el Parlamento quiere discutirlo es normal. Pero nosotros no vamos a aceptar octubre porque es cuando lo ha propuesto Batasuna. Estamos a favor de una discusión en noviembre, pero habrá que ver lo que opina la mayoría". El líder conservador europeo hacía así suyo el argumento de sus colegas españoles que frecuentemente acusan a los gobiernos español y vasco de permitir que Batasuna marque la agenda política.

Martín Shultz, por su parte, defendió la fecha ("¿Por qué retrasarlo? Hay que discutirlo ahora y explicar que el Parlamento Europeo en su gran mayoría está a favor del proceso") y calificó las palabras de Álvarez de "casualidad". Y añadió: "La Unión Europea tendrá la oportunidad de mostrar a la ciudadanía todo su apoyo para culminar un proceso de paz que erradique tantos años de dolor y violencia en España". También valoró el debate con más amplitud de miras: "Lo que allí pasa es significativo como ejemplo para la solución de conflictos del mismo tipo en otros lugares".

Jaime Mayor Oreja, uno de los líderes populares españoles en la Eurocámara, calificó la decisión de "error político histórico" y de "disparate", puesto que "ETA siempre ha hecho de la internacionalización del llamado problema vasco un objetivo prioritario", para concluir que "esto es una manera de dar una satisfacción política a Batasuna". El propio Shultz le respondió desde Estrasburgo: "Mayor Oreja quiere que Europa represente un papel en su estrategia de partido en la oposición".

Horas después del anuncio del debate, Juan José Ibarretxe, Lehendakari del Gobierno Vasco, se mostró optimista y esperanzado: es necesario que "el mundo nos vea" y que, a la vez, "nosotros miremos al mundo para tratar de que nos acompañen". Manifestó que, en su opinión, llevar el debate a Europa supondrá elevar el nivel de exigencia: "Si uno tiene la sensación de que le van a mirar, se pone frente al espejo y se arregla un poquito", dijo. Y lo más importante: la decisión de celebrar este debate en la Eurocámara "coloca el proceso de paz en la agenda europea". Importa mucho, dijo, que "alcanzar la paz, alcanzar acuerdos políticos entre Euskadi y España forme parte también de la agenda mundial".

Batasuna, por su parte, manifestó igualmente su aprobación por el debate de finales de octubre porque "Europa debe ser un marco de garantías tanto para el proceso de paz como para el acuerdo". El comunicado hecho público por esta formación resaltaba la importancia de celebrar el debate en una institución como el Parlamento Europeo porque el proceso de paz en el País Vasco trata de resolver un problema que tiene lugar "en un contexto europeo" y cuya solución precisa de la ayuda internacional.

Por otra parte, la Asociación de Víctimas de Terrorismo (AVT) expresó mediante un comunicado su rechazo a la celebración del debate y acusó al Gobierno español de querer engañar a la sociedad europea para que "crea que el mal llamado proceso de paz no es injusto e ilegal". También se refirió al hecho de que Batasuna sigue marcando la agenda del Gobierno en esta negociación.

Coincidiendo con el anuncio del debate, se ha sabido que la Embajada británica en Madrid elaboró un informe sobre el desarrollo del proceso de paz en Euskadi con objeto de poner al día al Primer Ministro Tony Blair, quien visitó Madrid los pasados 3 y 4 de octubre. Seis meses después del alto el fuego declarado por ETA, diplomáticos británicos han conversado en Euskadi con políticos, periodistas y empresarios para elaborar el que ha supuesto el cuarto informe enviado a Londres. En cualquier caso, se trata de una visita aplazada desde hace cinco meses para no mezclar el caso vasco con el norirlandés. Sí se habló del problema pero sin establecer paralelismos.



ADHESIÓN DE RUMANÍA Y BULGARIA I

Urritasunak egon arren, irizpide politiko nahiz ekonomikoen betetzea hazi egin denez, eta herrialde hauetan legeen gero eta transposizio handiagoa dagoenez, txostenak positiboak izango direla dirudi

La Comisión dio a conocer el pasado 26 de septiembre el contenido de los informes definitivos sobre los progresos realizados por ambos países en sus trabajos de adecuación antes del ingreso el 1 de enero de 2007. Después de que el anterior informe, de 16 de mayo, señalara el camino a seguir para los últimos seis meses, los nuevos informes señalan los avances operados, recuerdan los trabajos pendientes y, en la esperanza de su conclusión en el tiempo que queda, mantienen la fecha de ingreso.

Según los términos de un acuerdo previo, este visto bueno de la Comisión es el certificado final para la adhesión de Rumania y Bulgaria, a expensas de la ratificación en el Parlamento Europeo (11 y 12 de octubre) y del pláctet del Consejo (20 de octubre, Cumbre informal de Lathi), mero formalismo en ambos casos. La Unión Europea estará formada desde el 1 de enero de 2007 por 27 Estados miembros y su población alcanzará una cifra cercana a los 500 millones de ciudadanos.

El Primer Ministro búlgaro, Sergei Stanishev, destacó que, aunque la entrada en la UE supone “la caída final del Muro de Berlín para Bulgaria”, el país debe seguir trabajando duro para su plena integración económica y social en la UE. El Presidente de Rumania, Traian Basescu, se expresó en términos parecidos al asegurar que “con el ingreso en la UE no se conseguirá gratis la prosperidad”, recalando que “entre el ingreso en la UE y la integración hay un largo camino”.

En cuanto a los informes finales, en el campo económico **Rumania** es reconocida como una economía de mercado homologable con las europeas, pese a que ha de trabajar en aspectos de fiscalidad, mejorando sus sistemas de recaudación de impuestos. Por otro lado, para garantizar una correcta gestión del IVA en el mercado interior de la UE, están pendientes de validación las conexiones de los correspondientes sistemas informáticos. Desde mayo Rumania está capacitada para esos intercambios.

La cuestión de los criterios políticos es más compleja: ya en mayo se le recordaba la necesidad de realizar esfuerzos en la cuestión de la lucha contra la corrupción. Desde entonces se ha concluido un paquete legislativo relativo a este problema y han comenzado a producirse resultados en procedimientos de investigación, ha habido condenas y la Dirección Nacional Anticorrupción trabaja seriamente a instancias de los correspondientes órganos públicos de control. Lo que falta: sensibilizar a la población, garantizar que se trata de un proceso irreversible y asegurar la participación en esta pelea de todos los protagonistas de la vida política rumana.

El sistema judicial ha mejorado sustancialmente: aumentan los medios, se ha iniciado la reforma de los códigos civil y penal y se ha reducido el número de asuntos pendientes en las salas más conflictivas del Tribunal

Supremo. La Comisión sigue marcando objetivos y Rumania se compromete a emitir informes de progreso regularmente: el próximo, el 31 de marzo de 2007.

En cuanto a la agricultura, la Comisión considera que Rumania no está preparada para gestionar la distribución de los fondos agrícolas de la UE. Los organismos correspondientes están organizados pero no son operativos y es muy probable que el sistema integrado de gestión y control (SIGC) no funcione adecuadamente de aquí a la adhesión.

Respecto a la seguridad alimentaria, Rumania no ha establecido aún un sistema adecuado para la recogida y tratamiento de los animales muertos por encefalopatía espongiforme. Tampoco ha desaparecido el problema de la peste porcina clásica, por lo que se mantendrán las restricciones sobre los cerdos vivos y los productos derivados rumanos.

El informe referido a **Bulgaria** comienza, en cuanto a los criterios políticos, revisando las dos grandes exigencias de mayo pasado: la lucha contra la corrupción ha mejorado con el refuerzo general del marco jurídico, se han adoptado nuevas leyes y ya se exige a funcionarios y políticos la declaración de su patrimonio. Falta la plena garantía de la irreversibilidad de este proceso y la puesta en marcha de ciertos procesos legales que demuestren su veracidad. En cuanto a la reforma del sistema judicial, mediante la correspondiente modificación de la Constitución se espera aclarar los principios de independencia y de responsabilidad del sistema judicial.

En agricultura se detecta poco progreso en el sistema integrado de gestión y control (SIGC) de los pagos agrícolas, cuyo riesgo es importante de cara a la adhesión. En cuanto a la seguridad alimentaria, mientras se reconocen los progresos en todo lo concerniente al tratamiento de animales muertos y restos en relación con la encefalopatía espongiforme, se recuerda que la peste porcina clásica permanece en varias regiones del país, por lo que las consecuencias son las mismas que para Rumania.

Bulgaria ha progresado en el ámbito de la lucha contra la delincuencia organizada, la ley se aplica mejor, pero falta cooperación entre los órganos encargados de mantener esa lucha. Europa insiste en trabajar contra la “gran” delincuencia y en reforzar el procedimiento de confiscación de bienes. El asunto del blanqueo de capitales está bien tratado tras las correspondientes reformas legales; Bulgaria colabora adecuadamente frente a las demandas de cooperación internacional, pero la Comisión, pese a los progresos, anuncia su intención de vigilar de cerca esta cuestión dada su vinculación con el terrorismo internacional.

El país debe adoptar las medidas necesarias para garantizar el desmantelamiento final de la central nuclear de Kozloduy y remediar las graves deficiencias constatadas por la Agencia europea de seguridad aérea (AESA) en los sistemas búlgaros de control aéreo.

ADHESIÓN DE RUMANÍA Y BULGARIA II

Europako Batzordeak 2007ko Urtarrilaren batetik aurrera Rumania eta Bulgaria Europar Batasunean sar daitezen gomendatu du, gainbegiratze neurri oso zuhurrak ezarri arren



Once años después de que presentaran sus candidaturas, la Comisión Europea adoptó el pasado 26 de septiembre su informe final de seguimiento sobre el estado de preparación de Bulgaria y Rumania de cara a su adhesión a la UE. “Concluimos que los dos países están en condiciones de asumir los derechos y obligaciones de una adhesión a la Unión Europea el 1 de enero de 2007”, declaró José Manuel Barroso, ante el pleno del Parlamento Europeo en Estrasburgo ese mismo día.

El informe final ofrece una visión desigual sobre los progresos que Rumania y Bulgaria han hecho desde mayo de 2006, cuando se les declaró preparados, “siempre que aborden los distintos problemas aún pendientes”, según decía el anterior informe. La impresión es que han resuelto la mitad de todos los requerimientos planteados hace cuatro meses, y se da a entender que el resto se puede solventar en los meses que quedan hasta el ingreso.

El informe de la Comisión habla de “riesgo real” en la implementación de algunas medidas, por ejemplo en lo que afecta al sistema de gestión de los fondos agrícolas, por lo que recomienda la inclusión en el Tratado de Adhesión de una serie de medidas de acompañamiento para que “los intereses de la Unión y de los ciudadanos queden protegidos”. Olli Rehn, Comisario para la Ampliación, lo explicaba en Estrasburgo: “Nuestro planteamiento es justo y riguroso. Justo, porque reconoce los progresos realizados [...] y riguroso porque establecemos los mecanismos necesarios para acompañar a Rumania y Bulgaria en su camino de reforma en interés de los dos países y de la UE”.

La adhesión de estos dos países, que daría por finalizada la quinta ampliación de la UE (grupo de países del este) a falta de la correspondiente confirmación del Consejo Europeo, queda asimismo pendiente de la ratificación de Bélgica, Dinamarca, Alemania y Francia.

El paquete de medidas de acompañamiento que propone el informe final de la Comisión incluye cláusulas de salvaguarda, al estilo de las contenidas en el Tratado de Adhesión de los diez Estados que ingresaron en la última ampliación, medidas transitorias, un reglamento especial con los reajustes financieros de los fondos estructurales y agrícolas, y un mecanismo de cooperación y comprobación aplicable al sistema judicial y a la lucha contra la corrupción. Son medidas específicas que se suman a las que la UE se autoimpone, tales como los procedimientos de infracción o los mecanismos de seguimiento.

En cuanto a las **cláusulas de salvaguarda**, el Tratado de Adhesión de Rumania y Bulgaria prevé tres mecanismos de protección, aplicables dentro de los tres años siguientes al de la adhesión: una cláusula económica general, cláusulas de salvaguarda específicas para el mercado interior (que se utilizarían para remediar dificultades de adaptación en algún sector económico de un Estado

nuevo o antiguo como consecuencia de la adhesión), y una cláusula de salvaguarda específica para justicia e interior. Según esta última, el incumplimiento grave en la transposición o aplicación de la legislación de la UE puede desatar un mecanismo que daría lugar a la suspensión de derechos adquiridos en virtud de su pertenencia a la UE. Por ejemplo, se llegaría al no reconocimiento de autos judiciales emitidos en esos países o a la no admisión de órdenes europeas de detención.

Las medidas transitorias, aplicables igualmente durante un plazo máximo de tres años desde la adhesión, se refieren, entre otras cosas, a cuestiones relativas al cumplimiento de las normas veterinarias, fitosanitarias y de seguridad alimentaria en la exportación de productos rumanos y búlgaros. El caso de la fiebre porcina clásica es aclaratorio: la exportación hacia la UE de cerdos vivos y de productos derivados de origen rumano y búlgaro estaba y seguirá estando prohibida hasta la erradicación de la fiebre.

Sin embargo, hay otros ámbitos en los que también se definirán medidas transitorias, a veces no aplicables en todos los Estados miembros, por las que algunos de ellos serán autorizados para no aplicar las leyes europeas: la libre circulación de trabajadores, la propiedad de tierras, el transporte por carretera y el medio ambiente son algunos de ellos. Los dos nuevos miembros de la UE tendrán una cláusula de salvaguarda de siete años antes de que sus ciudadanos disfruten de la posibilidad de la libre circulación de trabajadores, aunque los actuales 25 Estados miembros pueden abrir voluntariamente sus fronteras antes de ese plazo.

En cuanto a los reajustes financieros de los fondos estructurales y agrícolas, la Comisión busca su correcta administración dado el volumen de los mismos. En el caso de los fondos estructurales, el mecanismo incluye varios controles aplicables a todos los Estados: ningún pago tendrá lugar sin la previa presentación de los Estados de sus programas operativos; lo mismo ocurrirá hasta que no dispongan de la correspondiente autoridad de gestión, certificación y auditoría; el fraude y la corrupción demostrada serán motivo de suspensión en los pagos; las irregularidades detectadas como consecuencia de controles realizados a posteriori pueden igualmente ser causa de reajuste en futuros pagos.

Para los fondos agrícolas, los controles son: disponer de organismos pagadores autorizados; tener establecido un sistema integrado de gestión y control (SIGC) para los pagos directos; y controles financieros anuales que pueden propiciar la adopción de medidas ulteriores. El riesgo evidente de mal funcionamiento del SIGC en Rumania y Bulgaria (reparte el 80% de los fondos agrícolas y de desarrollo rural) ha empujado a la Comisión a establecer medidas suplementarias para que estos países pongan en funcionamiento el sistema cuanto antes.



INFORME SOBRE EL PROCESO DE REFORMA EN TURQUÍA

Diputatuek aurrerapen handiagoak eta azkarragoak galdatu dizkiote Turkiari Europako Batasunaren kide izan ahal izateko, nahiz eta Armeniako genozidioaren aitorkuntza baldintza gisa ez barneratu

El Pleno del Parlamento Europeo adoptó el 27 de septiembre, por 429 votos a favor, 71 en contra y 125 abstenciones, el informe del diputado popular holandés Camiel Eurlings analizando el proceso de reforma en Turquía con vistas a su adhesión a la Unión Europea. Según el texto adoptado por los diputados, se hace patente una ralentización de dicho proceso durante el último año, aunque los parlamentarios mostraron su satisfacción por el inicio de la fase activa de las negociaciones de adhesión.

La adopción del informe se produjo tras un intenso debate en el que la mayoría de los grupos parlamentarios criticó la versión que la Comisión de Asuntos Exteriores había aprobado el pasado 4 de septiembre por considerarla excesivamente severa y desequilibrada. El aspecto más discutido fue el que condicionaba la adhesión de Turquía a su reconocimiento del genocidio de los armenios, que dicha comisión adoptó contra la voluntad del ponente. El Pleno decidió finalmente suprimir este punto destacando que, si bien es del todo conveniente que un país en vías de adhesión aborde y reconozca su pasado, el reconocimiento del genocidio armenio no constituye formalmente uno de los criterios de Copenhague. En el mismo sentido se expresaba el ponente, satisfecho por la supresión del párrafo en cuestión, lo mismo que el diputado socialista Wiersma, aunque hubo también voces contrarias a la enmienda, como la de la francesa Grossetête (PPE). Eurlings aceptó la formulación elegida finalmente para tratar el tema, que suprime la nueva condición previa pero presiona a Ankara para mejorar relaciones con sus comunidades griegas y asirias. La Eurocámara instó asimismo a Turquía a establecer unas relaciones diplomáticas de vecindad buenas y amistosas con Armenia, e insistió en la necesidad de resolver de forma pacífica los litigios fronterizos según las prioridades establecidas en la Asociación para la Adhesión y los requisitos del marco de negociación, todos ellos de obligado cumplimiento para su adhesión a la UE.

El texto adoptado solicita además al país que normalice sus relaciones con Chipre y lo reconozca como Estado miembro de la UE. En este sentido, señala que la retirada de las tropas turcas facilitaría la reanudación de negociaciones y recomienda al gobierno turco suprimir su embargo sobre los aviones y barcos chipriotas.

Los diputados recordaron asimismo a Turquía la necesidad de progresar en la aplicación del protocolo de Ankara y en el respeto a los principios democráticos, los derechos humanos y las libertades fundamentales, el Estado de Derecho y los principios del Derecho Internacional, ya que el proceso de negociación correría de lo contrario el riesgo de retrasarse o incluso paralizarse.

El Pleno destacó que la apertura de negociaciones con Turquía no conduce necesariamente a la adhesión, sino que ésta dependerá de los esfuerzos que realicen ambas partes.

Los europarlamentarios mencionaron en este punto la capacidad de absorción de la UE que, según el diputado popular Elmar Brok, es inexistente en las actuales perspectivas financieras, puesto que no hay créditos suficientes para afrontar la adhesión.

Por otra parte, los diputados reconocieron los avances legislativos turcos en la lucha contra la corrupción y la tortura, aunque mostraron su preocupación por la persistencia de numerosas denuncias de tortura y malos tratos contra funcionarios de las fuerzas del orden, e indicaron que la Comisión considera aún la corrupción como un grave problema en el país. Las autoridades turcas deberán también garantizar que la aplicación de la nueva ley contra el terrorismo se ejerza en el marco del respeto a los derechos y libertades fundamentales. En cuanto a la igualdad de trato, Turquía deberá asegurar la igualdad de todos sus ciudadanos ante la ley, y para ello será necesario que suprima o modifique las disposiciones del Código Penal que actualmente permiten interpretaciones arbitrarias por parte de los jueces y fiscales.

A pesar de la reciente iniciativa del gobierno turco a favor de la inclusión social, el texto exige también mayores esfuerzos para mejorar la situación de la mujer. Ankara deberá pues continuar esforzándose por suprimir las prácticas discriminatorias y la violencia contra las mujeres, a quienes deberá garantizarse el acceso a la educación y a la integración laboral.

Respecto a la libertad de culto, los diputados lamentaron la falta de progresos en este ámbito e instaron a las autoridades turcas a cumplir sus compromisos, urgiéndoles concretamente a suspender las confiscaciones y ventas de propiedades pertenecientes a las comunidades religiosas y a proteger los derechos fundamentales de todas las minorías y comunidades cristianas en Turquía.

En relación con el problema kurdo, el informe expresa la profunda preocupación que las tensiones en el sudeste del país suscitan en la UE, e insta al Gobierno turco a promover el desarrollo económico y social de esta región y a tratar de alcanzar una solución democrática al problema, fomentando el diálogo político con el Partido Socialista Democrático. También los representantes de la comunidad kurda son animados por los diputados a comprometerse con este diálogo y con la no violencia.

Otros aspectos abordados en el texto son la necesidad de separar los poderes, de reformar el sistema electoral o de elaborar una nueva Constitución. El informe señala en este sentido que el Tratado de Niza no es una base aceptable e insiste en la necesidad de introducir las reformas necesarias en el marco del proceso constitucional.

La enmienda que apoyaba la iniciativa de los presidentes de los gobiernos de España y Turquía a favor de una Alianza de Civilizaciones fue rechazada por el Pleno.

KONSTITUZIO GABEZIAREN ONDORIOEI BURUZKO TXOSTENA

Parlamentuak bere gain hartu du txostena egitea, Batzordeak ustez uko egin ondoren

Europako Parlamentuko Konstituzio Gaietarako Batzordearen Presidente Jo Leinen sozialista alemaniarrek joan den irailaren 19an prentsurrekoan jakinarazi zuen Parlamentuak azterketa bat egingo zuela Europar Konstituzioaren gabeziak eragindako kostu politikoen inguruan, eta horren berri Lehendakaritza Alemaniak hartzen duenean denean emango zuela (2007ko lehen seihilekoa). Leinenek azaldu zuen bere ustez EB Konstituziorik gabe ez dela hain segurua, hain demokratikoa, hain indartsua munduan eta hain indartsua arlo sozialean.

Halako baieztapena justifikatzeko zenbait adibide jarri zituen, eta horietako batzuk gaur egungoak: aurtengo udan Espainian izandako baso-suteena paradoxikoa izan da, EBko lurraldearen barruan esku hartzeko europar mekanismorik ez dagoelako, eta munduko edozein tokitako hondamendietan esku hartzeko bai, ordea. Beste hainbeste gertatu da eta gertatzen ari da Espainiara, Maltara eta Italiara etorritako etor-kin-andanaren aurrean, Europak ez baitu ia ezer egin, eta horrek agerian uzten du aldatu egin behar delajustizia- eta polizia-lankidetzaren inguruko gaietan erabakitzekeko prozedura (ahobatezkotasuna gehiago kualifikatuz).

Duela gutxi Libanon izandako gerrak agerian utzi du premiazko beharra dela Kontseiluko Lehendakari iraunkorra eta Atzerriko Arazoetarako Ministro bat izatea (Itun Konstituzionalean biltzen dira kargu horiek). Energiaren arloak garrantzi estrategiko handia du European, oraindik ez daukagu ahots bakarra behar bezalako indarrarekin negoziatu ahal izateko. Terrorismoaren mehatxua hor dago. Espazio-politikarik ez dago, Txinan eta Indian aurrera egiten duten bitartean. Benetako politika sozialik ez dugu, oinarritzko eskubideen Gutuna ez onartzeagatik, eta abar.

Horregatik adierazten du Jo Leinenek "Konstituzio-gabeziaren kostuak dagoeneko nabarmenak direla eta egunetik egunera areagotzen ari direla", eta behar-beharrezkoa dela irtenbide bat bilatzea 2009. urtea baino lehen. Konponbideari dagokionez, gaur egungo testuan aldaketa "arin" bat egitearen aldekoa da: III. zatia ia osorik ezabatuko luke (edukiaren %87 Nizako Itunean dagoela azaldu du, eta, horregatik, Konstituziotik ezaba daitekeela) eta gainerakoa (benetako berrikuntzak aipatzen dituen) I. zatira pasa. Testuaren aldaketa "xume" hori Gobernuen arteko biltzar batean erabaki daiteke, eta jarraian Estatu kideek onartu (erreferendum bidez, hala nahi duten Estatuetan).

Aldaketa sakonagoek, dio, beste batzar bat beharko lukete, eta, batez ere, estatueta parlamentuen eta Europako Parlamentuaren esku-hartzea.

Parlamentuko Batzordeak txosten hau egingo zuela iragarri zuenean, salaketa gogorak egin ziren Europako Batzordearen aurka, Leinenen hitzetan honako arrazoiarengatik: "Margot Wallström lehendakariordeak azterketa hori egingo zuela agindu zuen joan den maiatzean, baina jakin berri dut Batzordeak proiektuari uko egin diola, Barroso presidentek hala eskatuta". Leinenek dio Barrosok "hizkuntza bikoitz" hori erabiltzeari utzi behar diola, egun batean Itun Konstituzionalarekin bat datorrela esaten baitu, eta hurrengoan hilda dagoela eta ordezkatu egin behar dela esaten baitu.

Batzordea, bere aldetik, ez dator bat Leinenek egindako baieztapenekin, eta, honi buruz lan egin dutela onartu arren, Batzordeak ukatzen du Barrosok txostena ez zela egingo erabaki zuela; "Batzordeak oraindik ez du erabaki nola lagunduko duen 2007rako aurreikusitako eztabaidan".

INNOVACIÓN, PROTECCIÓN DEL CONSUMIDOR, ITER Y DESARROLLO DEL MERCADO ÚNICO



Economía

CONSEJO DE COMPETITIVIDAD I

Berrikuntzarako politika, kontsumitzaileen babesa, barne merkatuaren garapena eta ITER-i buruzko akordioa izan ziren Irailaren 25eko Kontseiluan eztabaidaturiko gai nagusiak.

Innovación y competitividad. Tras la presentación por parte de la Comisión de la reciente Comunicación sobre la estrategia de innovación comunitaria, los ministros debatieron y aprobaron la intención de la Presidencia de llevar a cabo un mayor trabajo preparatorio sobre una estrategia de política de innovación de amplia base, centrada en 10 acciones clave descritas en la mencionada Comunicación, y que se dirigen a ámbitos como: sistemas educativos que propicien la innovación, la creación de un Instituto Europeo de la Tecnología, el desarrollo de un mercado laboral propicio para los investigadores y de un mercado favorable para productos y servicios innovadores, las ayudas fiscales a la innovación, los derechos de propiedad intelectual, etc.

La idea de la Comisión, consistente en animar a las autoridades públicas a facilitar la innovación en la industria creando las condiciones para una aceptación satisfactoria de productos y servicios innovadores en el mercado, fue acogida con especial agrado por los ministros. Sin embargo, no tuvo tanto éxito la propuesta relativa a la creación del Instituto Europeo de Tecnología. El Consejo también reiteró su demanda de una reforma de las normas relativas a las ayudas estatales para investigación y desarrollo.

Mercado único. Los ministros debatieron sobre el modo de establecer una política mejor adaptada para el mercado interior, garantizando la legitimidad política y la aplicación y ejecución correcta de las normas del mercado interior.

El Consejo fue informado por la Comisión sobre la revisión de su política al respecto. El Ejecutivo ha realizado recientemente una amplia consulta sobre el estado del mercado interior y las orientaciones para el futuro, de la cual se han extraído una serie de recomendaciones sobre aspectos como el dinamismo y la innovación del mercado, la iniciativa legislar mejor y la mejor implementación y refuerzo de las normas de competencia, teniendo mejor en cuenta el contexto global e invirtiendo más en información y comunicación. La Comisión reiteró durante el Consejo su llamada a la acción tras el retroceso constatado en julio en su aplicación a nivel nacional: sólo cinco antiguos Estados miembros (Bélgica, Francia, Austria, Holanda e Irlanda), según señaló, habían visto reducirse su número de procedimientos de infracción.

La Presidencia señaló por su parte la dificultad de llegar a acuerdos concretos en este campo e insistió en la importancia del aspecto de la propiedad intelectual, remarcando la necesidad de una patente comunitaria en una única lengua.

Política del consumidor. El Consejo alcanzó un acuerdo político unánime sobre una propuesta de decisión estableciendo un programa para la acción comunitaria 2007-2013 en el campo de la política del consumidor. El programa tiene dos grandes objetivos: asegurar un nivel elevado de protección al consumidor (con mejores pruebas, consultas y representación de sus intereses) y asegurar la aplicación efi-

caz de las normas para dicha protección (reforzando la cooperación, la información, la educación y la compensación). El programa proporciona una lista de 11 acciones para cuya ejecución se destina un presupuesto para el periodo 2007-2013 de 156,8 millones de euros, lo que supone una reducción respecto a las pretensiones originales de la Comisión.

Con su acuerdo, los ministros dieron luz verde a la propuesta que busca asegurar elevados niveles de protección de los consumidores por medio de una efectiva representación de sus intereses y de la existencia de reglas que se apliquen de forma efectiva. Las políticas de protección de los derechos de los consumidores pretenderán fundamentalmente contribuir a proteger su salud, seguridad e intereses económicos, así como promover su derecho a la información y a la educación.

La propuesta forma parte del paquete de la Comisión sobre los presupuestos de la UE para el periodo 2007-2013 y "capacita a la UE para identificar el efecto que tiene para los consumidores el mercado interior" europeo, fortalece la legislación transfronteriza en materia de consumo y sirve asimismo para una mejor información y educación de los consumidores.

Tras el acuerdo del Consejo, la propuesta presupuestaria volverá ahora al Parlamento Europeo para su aprobación definitiva.

ITER. Los ministros aprobaron por unanimidad la celebración del acuerdo "sobre el establecimiento de la organización internacional ITER para la energía de fusión para la aplicación conjunta del proyecto ITER", que persigue promover la cooperación mutua en la gestión de dicho proyecto y demostrar la viabilidad científica y tecnológica de la fusión de energía con fines pacíficos. Referido al reactor internacional experimental de fusión termonuclear (ITER), este acuerdo tiene una vigencia de 35 años y entrará en vigor una vez sea ratificado por el conjunto de los socios (UE, EEUU, Corea del Sur, India, China, Japón y Rusia).

La UE se comprometió a financiar un 50% de los costes de construcción del reactor ITER en Cadarache (Francia), proyecto al cual el Consejo decidió asignar 1.047 millones de euros durante el período cubierto por el VII Programa Marco de Investigación y Desarrollo - Euratom (2007-2011). El centro de gestión financiera de la organización del proyecto se ubicará en Barcelona.

VIIPM. El Consejo adoptó por mayoría cualificada una posición común sobre la propuesta que establece el VII Programa Marco de Investigación y Desarrollo (VIIPM) para el periodo 2007-2013. Esta posición común pasará ahora al Parlamento Europeo con vistas a alcanzar en noviembre un acuerdo en segunda lectura bajo el procedimiento de co-decisión. Se espera llegar a un acuerdo de aquí a final de año, tanto sobre la decisión que establece el VIIPM como sobre aquellas decisiones por las que se establecen los programas específicos y se determinan las normas de participación.

LIBERALIZACIÓN DE LOS EMBALAJES,
TRANSPORTE MARÍTIMO E IMPULSO DEL TURISMO

CONSEJO DE COMPETITIVIDAD II



Paketatze arloaren eta itsas garraioaren liberalizazioa, baita turismo arloaren indartzea ere izan ziren Irailaren 25ean izaniko Kontseiluaren beste eztabaida gai nagusi batzuk

Embalaje. Los ministros acordaron liberalizar en 2007 el embalaje de productos, simplificando la legislación en el ámbito de los productos envasados y derogando la normativa comunitaria sobre el formato de preenvasado de aproximadamente 60 productos comercializados en la UE. Se sustituirán con este propósito las Directivas 75/106/CEE y 80/232 CEE y las 25 legislaciones nacionales relativas a las cantidades nominales de los productos pre-embalados.

El acuerdo contempla ciertas excepciones por motivos de salud pública referidas al vino, los licores y los productos en aerosoles, para los que existen normas comunitarias específicas encargadas de fijar el tamaño del envase.

Por otra parte, algunos artículos disfrutarán de periodos transitorios a lo largo de los cuales seguirá rigiendo la normativa actual en cada país. Así, para la total liberalización de los envases de mantequilla, pasta seca o café se contempla un periodo de transición de tres años y medio, a sumar a los 18 meses estimados para la transposición de la directiva a las legislaciones nacionales (en total, 5 años); en cuanto al azúcar blanco, el plazo total se alarga hasta los 6 años.

El acuerdo incluye una declaración política de la Comisión y la Presidencia que dispone que los Estados miembros no podrán prohibir la libre circulación de mercancías con pretextos como, pro ejemplo, el de que la cantidad nominal de los productos en el envase es distinta a la de su territorio.

El acuerdo volverá ahora la Eurocámara en segunda lectura.

Transporte marítimo. El Consejo adoptó un Reglamento sentando las bases para liberalizar el transporte marítimo de mercancías en los puertos europeos a partir de 2008. El acuerdo de los ministros suprime la exención que permite a grupos de empresas navieras - las llamadas "conferencias marítimas", que ofrecen servicios regulares de transporte internacional de carga - fijar los precios y limitar la oferta. Dichas "conferencias marítimas", especialmente activas en rutas Europa-Norteamérica y Europa-Asia, gozan de una exención a las normas antimonopolio comunitarias desde hace aproximadamente veinte años, pero la Comisión Europea no ve necesario este trato especial desde el punto de vista de la competencia, por lo que la exención desaparecerá en octubre de 2008. La UE publicará unas directrices para la correcta aplicación del nuevo Reglamento.

El Consejo también acordó la aplicación de las reglas europeas de competencia, además de las nacionales, a las líneas de transporte de corto recorrido (cabotaje) y a aquellas que no realizan viajes regulares ni itinerarios fijos.

Turismo. Los ministros solicitaron mayor colaboración de la Comisión Europea, los Estados miembros y la industria para la promoción de buenas prácticas y el intercambio de información para promover y mejorar la calidad del turismo en Europa, garantizando un desarrollo sostenible del sector. En este sentido, la Comisión prevé presentar en 2007 su "Agenda 21 para el turismo".

Los ministros insistieron en la importancia del turismo para conseguir los objetivos de la Estrategia de Lisboa para el crecimiento y el empleo, subrayaron que Europa es el primer destino turístico del mundo y remarcaron que el turismo concierne a casi todas las regiones europeas, contribuyendo al desarrollo regional y al refuerzo del patrimonio cultural y natural. Los ministros aprobaron el lanzamiento de un portal turístico, financiado por la UE, que contribuirá a una mejor difusión de los atractivos de Europa.

El Consejo recomendó a la Comisión la aplicación de iniciativas que resalten la importancia del turismo en materia de empleo, crecimiento y desarrollo sostenible, así como la implementación de un sistema de intercambio de información y buenas prácticas entre todos los actores del sector. El Ejecutivo deberá también garantizar que se tenga en cuenta el impacto de sus propuestas sobre la competitividad y la sostenibilidad del sector turístico, además de informar al respecto al Comité Consultivo del Turismo. También deberá informar a los Estados miembros, el Comité y los agentes turísticos sobre las posibilidades de financiación comunitaria para proyectos relacionados con el turismo.

Los Estados miembros deberían por su parte mejorar la legislación, crear un marco más favorable para el turismo y utilizar los instrumentos financieros europeos para proyectos vinculados a este ámbito. Asimismo, fueron animados a intercambiar información sobre buenas prácticas y medidas para promover la sostenibilidad económica, social y medioambiental del turismo.

El Consejo recomendó a las empresas del sector colaborar entre ellas y con el sector público para promover la competitividad y sostenibilidad del turismo europeo y aumentar la satisfacción de los turistas. También deberían informar a los responsables políticos sobre las medidas que ayudarían a considerar los intereses de los distintos sectores vinculados al turismo.

Europa para los ciudadanos. El Consejo adoptó una posición común sobre el establecimiento del programa "Europe for Citizen" (Europa para los ciudadanos), que persigue la promoción de la ciudadanía activa y para el que se contempla un presupuesto de 190 millones de euros. La posición común será enviada al Parlamento Europeo para su segunda lectura.

Se trata así de asegurar la continuidad del programa en vigor sobre participación cívica, persiguiéndose unos objetivos fundamentales: proporcionar a los ciudadanos la oportunidad de participar en la construcción europea, desarrollar el sentido de identidad europeo, promover el entendimiento mutuo entre los ciudadanos e impulsar un sentido de pertenencia a la UE. Con este fin se intentará que los ciudadanos europeos compartan experiencias, opiniones y valores, destacando la diversidad y unidad europeas, y se impulsará la acción, el debate y la reflexión en relación con la ciudadanía europea, contando con la cooperación de las organizaciones de la sociedad civil.

DEBATE SOBRE EL FUTURO MODELO AGRÍCOLA EUROPEO



Economía

CONSEJO INFORMAL DE AGRICULTURA

Nekazaritzari buruzko bilera informalean Nekazal Politika Komunaren erreforma eta etorkizuneko modelo nekazala eztabaidatu ziren.

Durante su reunión informal de 24 y 26 de septiembre en Oulu (Finlandia), los ministros de agricultura comunitarios debatieron el contenido y futuro del modelo agrícola comunitario, evaluando su desarrollo durante los diez años posteriores a la reforma de la Política Agrícola Común (PAC). La implementación de las reformas emprendidas en 2003 será revisada en 2008.

La Presidencia defendió un modelo agrícola caracterizado por la innovación, la competitividad y la sostenibilidad, y destacó la necesidad de que la agricultura europea tenga un papel multifuncional en la sociedad, instando a los Estados miembros a evaluar si la PAC responde adecuadamente a las expectativas de la sociedad.

Los ministros reafirmaron su apoyo a los valores comunes, la mejora de la competitividad y la simplificación de la PAC, defendiendo una política agrícola que garantice una producción orientada hacia el mercado, respetuosa con el medio ambiente y consciente de las necesidades del consumidor. Además, deberá ser flexible y garantizar el mantenimiento de la producción en las regiones de menor rendimiento. Francia, Grecia, Irlanda, Lituania, Polonia, la República Checa y Chipre reclamaron aquí la instauración de un sistema de gestión de riesgos y crisis agrícolas que incluya fondos de mutualización y mecanismos de seguro, mientras Reino Unido y Estonia defendieron la gradación voluntaria de las ayudas.

Según la Comisaria de Agricultura, Mariann Fischer Boel, en la revisión del marco presupuestario 2007-2013 deberían replantearse aspectos como la condicionalidad y reducción progresiva de las ayudas directas, las consecuencias del desacoplamiento parcial, los métodos de aplicación del régimen de pago único o el funcionamiento de ciertos mercados, como el lácteo.

Fischer Boel recordó que el desacoplamiento total de las ayudas aportaría beneficios suplementarios a la simplificación de la PAC. Reino Unido, Dinamarca, Suecia, Holanda y Estonia se mostraron favorables al desacoplamiento total, mientras que Francia, Italia, España, Portugal, Finlandia y Alemania juzgaron indispensable el mantenimiento de un vínculo con la producción.

Respecto al mercado lácteo, aunque la Organización Común del mercado lácteo establece la vigencia del régimen de cuotas hasta 2014-2015, la Comisaria lo considera inadecuado y propone ofrecer a los productores un período de transición cuando sea reformado. Según Fischer Boel, este régimen dificulta el crecimiento de los productores, para quienes en algunos países la compra de cuotas resulta muy costosa. La Comisaria insistió en que este sector deberá afrontar cambios en el mercado al margen de los resultados de las negociaciones de la Organización Mundial del Comercio (OMC). Por su parte, Italia defendió la supresión de cuotas lácteas, lo mismo que el Reino Unido y Dinamarca, favorables a la supresión de toda medida que limite la producción.

EGL-REN AZTERKETA DESLOKALIZAZIOARI BURUZ

Europako Ekonomia eta Gizarte Lantaldearen (EGL) kontsultabaztordeak industri eraldaketei buruz egindako informazio-dokumentu bati —2005eko uztaileen proposatu zuten, deslokaliazioa sektoreka ebaluatzeko— arrazoi eman dio aholkularitza-enpresa pribatu batek enkarguz egindako txostenak; horretan, 19 sektore produktibo jakinetan fenomeno horren inguruko datuak aztertzen ziren. Lehendik zeuden datuak biltzean eta horiek aztertzean datza lana, beti ere Europar Batasunaren eremuari eta bereziki Estatu kideei buruzko lana. 19 sektore horietatik, 17 industria-arlokoak dira (25 milioi langile 2003an EB-25ekoan). Beste biak "finantza-zerbitzukoak" eta goi-mailako enpresa-zerbitzukoak" dira.

EGLk egina duen "deslokaliazio" kontzeptuaren definizioa oinarritzat hartuta, azterketa horrek definizio zabalago baten alde egin du, ondorioak ateratzeko. EGLk dio deslokaliazioa honako hau dela: "herrialde batean, jarduera bat erabat edo zati bat etetea, eta gero atzerrian berriz hastea, zuzeneko inbertsioa eginez". Azterketak ekintza hori definitzeko normalean erabiltzen diren terminoak izan ditu kontuan ("relocation", "externalizazioa edo "outsourcing", deslokaliazioa atzerrian edo "offshoring" eta besterik gabe deslokaliazioa edo "delocalisation") eta atera duen ondorioa da EGLk egindako definizioa murriztailea dela eta arazo asko ematen dituela gertaerak zenbatzerakoan. Beraz, beste zabalago baten alde egin du: deslokaliazioa antolakuntzaren inguruan enpresa batek erabakiak hartzeko dituen aukeramultzoa da; erabaki horiek produkzio-prozesu jakin bati nola ekin daitekeenaren ingurukoak dira.

Lehendabiziko ondorioa da horietako bi sektorek bakarrik ematen dituztela datu argiak deslokaliazioak haiengan eragindako benetako ondorioei buruz. "Ehungintza-industria" eta "larrugintza-, jantzigintza- eta oinetakogintza-industria" sektoreak dira deslokalia-

zioaren ondorioz nabarmen kaltetu diren bakarrak Europan. Sektore horiek banaka aztertu dira, baina bien artean lotura handia dago, ehungintza-industria eta jantzigintza-sektorea eta moda-osagarriak ekoizten dituztenena bereiztea oso zaila baita.

"Elektromekanika-ingeniaritzaren" atalean datu kontrajarriak azaltzen dira. 2003. urtera arte produkzioak eta enpleguak behe-eragin zuten nabarmen, baina Europako balantza komertzialak hobera egin du epe horretan; beraz, batzuen produkzioak gora egin du eta horrekin batera, batzuetan gertatzen den bezala, enplegua ez da nabarmen gutxitu, beste ikuspuntu batetik aztertu baitituzte datuak.

Beste hiru produkzio-sektore izan dira kaltetuak deslokaliazioaren ondorioz, baina ez Europar Batasun osoan: "produktu kimikoen" sektorean, Erresuma Batuan eta Eslovakian nabaritu dira deslokaliazioaren ondorioak; "tren-ekipamenduen" atalean, Alemania da kaltetua; eta "ontzigitzaren" atalean deslokaliazioa Alemanian eta Danimarkan izan da.

Dena dela, aztertutako datuen arabera, ez da ondorioztatzen "barne"-deslokaliazio fenomenoak gertatzen direnik EB-15 Estatuetatik EB-10eko Estatu kide berrietan. Egiaztatu ditugun deslokaliazioak kasu guztietan, badirudi garapen bidean dauden herrialdeetarantz desbideratu dela jarduera.

Azterketak, halaber, deslokaliazioaren ondorioei buruz zenbait analistaren iritziak ere jasotzen ditu. Gehienek (ez denek) adierazten dute deslokaliazioak ez duela eragiten lanpostu-kopuruan, baizik enpleguaren egituran. Askotan esaten da deslokaliazioak enpleguaren eraketa aldatzen duela langile kualifikatuen alde. Eta, are harrigarriagoa, guzti-guztien iritzi esatean normalean ondorio positiboak ekartzen ditu jatorrizko herrialdearen produktibitatean.

ISURI EZ INDUSTRIALEN LEHENDABIZIKO INBENTARIOA

Batzordeak zehaztugabeko jatorriko iturrietako isuri kutsatzaileen inbentarioa argitaratu du. Inbentarioak adierazten du iturri horietatik sortutako kutsadura-maila handienak errepideko garraioak, etxeko berogailuak eta nekazaritzak eragiten dutela

Europako Batzordeak zehaztugabeko jatorriko iturri txikietatik sortutako substantzia kutsatzaileen isurpen guztiak biltzen dituen aurkibidea argitaratu zuen irailaren 18an; esate baterako, garraioak, etxeetako galdarak eta nekazaritzako ustiategi txikiak isuritakoak.

Orain arte, Erkidegoan egindako isurpenei buruz bildutako datuak iturri industrial handien ingurukoak ziren; esaterako, lantegi eta zentral elektrikoaren ingurukoak. Horregatik, inbentario hau oso garrantzitsua izan da Kutsatzaileen Isurpen eta Transferentzien Europako Erregistroa (Pollutant Release and Transfer Register -PRTR-) sortzeko. Europako PRTR 2009ko udazkenean argitaratuko da, 2007ko datuetan oinarrituta, eta gaur egungo EPER (European Pollutant Emission Register) erregistroa ordezkatuko du, 2004an argitaratuta, eta 9.200 instalazio industrial handi inguruk airean eta uretan egindako isurien datuak biltzen dituena. PRTRA tresna osatuagoa izango da, airean, uretan eta lurtean egindako isurpenak ikuskatzen laguntzeko, baita instalazio handietako eta zehaztugabeko jatorriko iturrietako hondakinen eta ur kutsatuen hustuketa ikuskatzeko ere. PRTRk 91 substantzia baino gehiagoko aurkibidea izango du, batzuk jarduera industrialeko 65 arlotakoak, eta besteak zehaztugabeko jatorriko iturrietakoak.

Inbentario berri horrek airean eta uretan egindako isurpenak biltzen ditu, eta jatorri hauek dira: nekazaritza, garraioa (errepidez, itsasoz, airez eta trenbidez), etxeko berogailua, jarduera militarrek, gas-banaketa, teilatu-instalazioa, asfaltatzea eta disolbatzaileen erabilera. Datu gehienak 2003koak dira, eta zehaztugabeko jatorriko iturrietako kutsadura-maila handien duten sektoreak errepideko garraioa, etxeko berogailua eta nekazaritza direla erakusten dute. Kontuan hartu diren 25 kutsatzaileetako gehienentzat, zehaztugabeko jato-

riko iturri konbinatu guztietako isurpenen %90 baino gehiago sektore horiek eragiten dituzte.

PRTRk berak egindako definizioaren arabera, zehaztugabeko jatorriko iturriak honako hauek dira: kutsatzaileak lurrera, airea eta uretara aska daitezkeen sorburuak dira, eta horien eragina ingurune horietan konbinatuz gero garrantzitsua izan daiteke. Izan ere, zehaztugabeko jatorriko iturrietako kutsadura globalaren proportzioa gero eta handiagoa da Europan. Errepideko garraioak eragindako urteroko kobre-isurpena 260 tonakoa izan da 2001-2003 epean; eta instalazio handiek, Erkidegoko arauak bete dituztenek, 136 tona isuri zituzten 2004an.

Datuak lehendik zeuden inbentariokoak dira: kutsatzaileen eta atmosferaren kutsaduraren ingurukoak, berotegi-efektua eragiten duten gas-isurien ingurukoak eta zehaztugabeko jatorriko iturri kutsadurak ur-masetan duen eraginaren ingurukoak. Datu horiek zenbait hitzarmen eta zuzentarautan bildu dira (atmosferaren distantzia luzeko mugaz harandiko kutsaduraren inguruko NBE-EB hitzarmena, klima-aldaketari buruzko Nazio Batuen abiaburu-ituna, uraren inguruko Zuzentaraua, eta abar).

Europako PRTR 166/2006 Erregelamenduan oinarrituta ezarri da, eta 2006ko otsailaz geroztik indarrean dago. PRTR araudiak datu horiek eskuragarri jartzera behartzen du Batzordea. Horrela, inbentarioak mesede egingo die bai herritarrei, bai Batzordeari, nazioetako agintariari eta beste erakunde batzuei. Horren inguruan, Ingurumen gaietarako Komisario Stavros Dimasek esan zuen inbentario horri esker "aurrerantzean iturrien eta substantzia kutsatzaile guztien ikuspegi globala izango dugula, eta politika zehatzagoak eta, ondorioz, eraginkorragoak egin ahal izango ditugula kutsaduraren aurka aritzeko".

Inbentarioa hemen kontsulta dezakezu: www.eper.ec.europa.eu



Medio
Ambiente

CONTROL DEL CAMBIO CLIMÁTICO

V SEMANA EUROPEA DE LA MOVILIDAD

Mugikortasunari buruzko V. Aste Europarraren gai nagusia aldaketa klimatikoaren kontrola izan zen. Autorik gabeko egun europarraren antolaketa izan zen agendako ekitaldi nagusia.

La UE celebró entre el 16 y el 22 de septiembre la quinta edición de la Semana Europea de la Movilidad, orientada fundamentalmente hacia el control del cambio climático.

La Semana Europea de la Movilidad 2006 se inscribía en el marco de la campaña de sensibilización sobre el cambio climático lanzada en mayo por la Comisión. El principal objetivo de la Semana era animar a los ciudadanos a limitar el uso de sus automóviles y utilizar otros medios de transporte menos contaminantes - caminar, los transportes públicos, la bicicleta, etc. - que permitan reducir su contribución al calentamiento climático (en la UE, el 10% de las emisiones de gas de efecto invernadero proceden de los coches). Para contribuir a este cambio, las autoridades locales fueron invitadas a establecer medidas permanentes para garantizar a los ciudadanos medios de transporte seguros, prácticos y accesibles: creación de carriles para bicicletas, nuevos servicios de autobús y tranvía, carriles de autobús, una campaña de seguridad de carreteras, zonas peatonales, etc.

Cerca de 165 millones de habitantes de más de 1.050 ciudades de Europa, Brasil, Canadá, Japón o Ecuador participaron en las diversas iniciativas destinadas a favorecer la movilidad sostenible en las ciudades. Entre los actos previstos, el punto

culminante fue el Día Europeo Sin Coche, celebrado el 22 de septiembre. Con motivo de esta celebración, EUROSTAT hacía públicas diversas cifras relativas a la conducción: en 2004 se produjeron más de 43.000 muertes debidas a los accidentes de tráfico en la UE-25, lo que supone 95 muertes por millón de habitantes, una cifra bastante inferior a los 162 registrada en 1991; por otra parte, el número de coches particulares aumentó un 38% entre 1990 y 2004, llegando a los 216 millones, es decir, 472 coches por cada 1.000 habitantes (todavía lejos de los 759 de EEUU en 2003); en cuanto al combustible utilizado, entre 1990 y 2004 se produjo un crecimiento de hasta un 35% en la venta de vehículos diesel; por otra parte, el 83% del transporte de pasajeros durante 2003 se produjo en coches privados, aunque las cifras varían en los países con redes ferroviarias y de autobús más desarrolladas.

También en el marco del Día Sin Coche, la Confederación Europea de Sindicatos (CES) aprovechó para llamar la atención sobre la necesidad de una legislación sobre los planes de desplazamiento en las empresas. Además de sus consecuencias sobre la contaminación y el calentamiento climático, la CES remarcó los perjuicios que una mala gestión del transporte supone diariamente para los trabajadores en términos de tiempo, dinero, accidentes y tensión.



Medio
Ambiente

COMISIÓN PROPONE UN PLAN CON 100 MEDIDAS PARA 6 AÑOS



PLAN EUROPEO CON EFICIENCIA ENERGÉTICA

Europako Batzordeak, energiaren aurreztearen alde sei urtetan garatu beharko diren ehun neurri proposatzen dituen plan bat aurkeztu du

Seis años es el plazo que se da la Comisión para implementar en toda la Unión un plan de cien medidas para ahorrar energía tanto en los puntos de uso final (consumidores) como por parte de los sectores de la transformación y del transporte de energía. El Parlamento deberá esperar para recibir las explicaciones del Comisario Andrés Piebalgs, toda vez que tampoco en el plenario de finales de septiembre les fue explicado el plan. Este retraso ha provocado cierta convulsión en las instituciones europeas.

La medida más importante consiste en que, sobre la base de la Directiva de 5 de abril de 2006 sobre la eficiencia del uso final de la energía y los servicios energéticos, a partir de junio de 2007 los Estados miembros estarán obligados a confeccionar sus respectivos planes nacionales de acción sobre eficiencia energética. Estos planes no harán sino completar el plan de acción comunitario que se concreta en este paquete de cien medidas.

La Directiva sobre eficiencia energética nació para fomentar la mejora rentable de la eficiencia del uso final de la energía en los Estados miembros, aportando los objetivos, mecanismos, incentivos y normas generales necesarios para eliminar los obstáculos y defectos existentes en el mercado.

El plan cita la educación, incluyendo la formación profesional, como otro eje de la acción sensibilizadora de esta campaña: el "clima" y la "seguridad energética europea" formarán parte de los currículos escolares y la Comisión se compromete a elaborar directrices y materiales para su implantación.

El Ejecutivo predica con el ejemplo, y promete aumentar la utilización de las últimas tecnologías y de las mejores prácticas en la administración de los edificios oficiales, de los vehículos y, en general, de la gestión de todos los suministros. En lo relativo a los edificios, la Comisión se propone potenciar el "sistema comunitario de gestión y auditoría medioambientales" (EMAS), que tiene por objeto promover mejoras continuas del comportamiento medioambiental de todas las organizaciones, empresas y entidades europeas y difundir la información pertinente al público y otras partes interesadas. La Comisión prevé certificar sus edificios de aquí a finales de 2009.

Porque la cuestión de los edificios (no sólo de los oficiales) es fundamental. Los datos así lo atestiguan: dos tercios del consumo de energía en Europa corresponden a edificios residenciales, en niveles que crecen a medida que se generaliza el uso del aire acondicionado y la calefacción; diez millones de calderas de los hogares europeos tienen más de veinte años, y su sustitución permitiría economizar el 5% de la energía utilizada en calefacción; entre el 30 y el 50 % de la energía utilizada en la iluminación de oficinas, edificios comerciales e instalaciones de ocio podría ahorrarse si se empleasen sistemas y tecnologías más eficientes; la mitad del incremento previsto del con-

sumo energético del aire acondicionado (se duplicará de aquí al año 2020) podría ahorrarse en caso de usar equipamientos que cumplieren normas más rigurosas.

La nueva Directiva comunitaria relativa a la eficiencia energética de los edificios (que los Estados miembros deben incorporar a su legislación nacional y hacer totalmente operativa antes de 2009) garantizará que las normas para la construcción de edificios en toda Europa concedan una gran importancia a la reducción del consumo de energía. Con el fin de homogeneizar unas normas mínimas en toda Europa, se elaborará una metodología común para medir la eficiencia energética de los edificios que ofrezca información clara y comparable sobre el uso real de la energía.

La Comisión elaborará asimismo un plan adoptando normas de "ecodiseño", en línea con la Directiva de 2005 que instaura un marco para el establecimiento de requisitos de diseño ecológico aplicables a los productos que utilizan energía. En 2007 se adoptarán normas de "ecodiseño" en catorce grupos de productos (iluminación, calderas y calentadores, informática, aparatos de proyección, aire acondicionado y ventilación, electrodomésticos, bombas de agua, etc.).

Se prevé la instauración de medidas a favor de la calidad y de la extensión de los contratos de eficiencia energética. También propondrá incrementar el rigor en la medida de consumos y el máximo detalle a la hora de la facturación. En cuanto a la financiación de la eficiencia energética, se propondrán nuevas iniciativas en cooperación con el Banco Europeo para la Reconstrucción y el Desarrollo (BERD) y con el Banco Europeo de Inversiones (BEI). La Comisión se propone igualmente elaborar un Libro verde sobre los impuestos indirectos y revisar la Directiva sobre los impuestos de la energía.

En cuanto al transporte por carretera, la Comisión propugna un enfoque integrado que implique a los fabricantes de vehículos, a los de neumáticos, a los conductores y a las autoridades responsables de salud y consumo y del tráfico. También prevé lanzar un Libro verde sobre los transportes públicos, poniendo sobre la mesa las medidas adoptadas que se han demostrado positivas: nuevos enfoques del transporte público, vehículos privados compartidos, transporte no motorizado, promoción del trabajo a distancia, etc.

Globalmente, se invita a los fabricantes y a las autoridades nacionales a crear las condiciones para impulsar el mercado de los vehículos limpios, seguros y eficaces en cuanto a consumo energético. También se modificará la Directiva sobre las indicaciones del consumo de combustible de los vehículos para incitar a la mejora de su diseño. Con respecto al sector de la transformación y del transporte de la energía, la Comisión propone la adopción de acuerdos y orientaciones con las empresas para reducir las pérdidas en los procesos de transmisión y distribución.

NUEVOS ESTADOS MIEMBROS ACCEDEN A LAS AYUDAS

AYUDAS A LOS COLECTIVOS ENERGÉTICOS



Bioetanol eta Biodiesel bioerregai nagusien ekoizpenerako Biomazaren landatzerako laguntzak Estatu Kide berriei zabaldu nahi die Europako Batzordeak

La Comisión presentó el pasado 22 de septiembre una propuesta que promueve la extensión a los nuevos Estados miembros de las ayudas a los cultivos energéticos a partir de 2007, a la vez que plantea una serie de reformas para hacer más eficaz el sistema. Junto a la propuesta, la Comisión hizo público asimismo el primer informe relativo a la puesta en marcha del sistema de cultivos energéticos subvencionados, aprobado en 2004.

El actual **régimen de ayudas** fue instaurado en 2003, en el marco de la reforma de la Política Agraria Común (PAC), con el objetivo de animar a los agricultores a dedicar sus tierras al cultivo de las materias primas que permiten fabricar los biocarburantes. Aquel plan preveía una subvención de 45 euros por hectárea dentro del límite de 1,5 millones de hectáreas de superficie máxima garantizada. Ese máximo de hectáreas garantizadas no se repartía entre los Estados miembros porque, dada la novedad del cultivo, el interés era (y es aún) bastante dispar entre unos y otros.

La propuesta de la Comisión prevé extender este sistema de ayudas a ocho de los diez nuevos Estados que se incorporaron a la UE en 2004 y que aún no se benefician de ellas, de modo que puedan acogerse al sistema de pago único hasta finales de 2010.

Para hacerlo posible, la Comisión estima que la superficie máxima garantizada deberá incrementarse hasta los 2 millones de hectáreas. La valoración del incremento presupuestario paralelo al previsible crecimiento de la superficie cultivada se sitúa en 4,5 millones de euros por cada 100.000 hectáreas nuevas.

Además, la Comisión incluye en su propuesta la posibilidad de que los Estados miembros puedan establecer una "ayuda nacional" de hasta el 50% de los gastos que los productores deban realizar para adecuar las tierras a este nuevo cultivo, con objeto de animarles a optar por ellos, sobre todo en los casos de reconversión obligatoria por causa de la nueva política europea establecida para algunos cultivos específicos.

De otro lado, **el primer informe sobre el sistema de los cultivos energéticos** que la Comisión aprobó ese mismo día contiene algunos datos reveladores que, a la postre, han servido para diseñar la propuesta anteriormente descrita. Según él, la primera característica de estos cultivos es su rápido crecimiento: en 2004 se financió el cultivo de 306.000 hectáreas, es decir, el 20% de la superficie máxima garantizada; en 2005 se alcanzó ya el 38% con 561.000 hectáreas cultivadas; y en 2006 la cifra se situará entre 1,2 y 1,3 millones de hectáreas.

El informe señala igualmente que Alemania, Francia y Reino Unido son los países que durante 2005 han incrementado la superficie cultivada en mayor medida, crecimiento que, como puede deducirse de los datos precedentes, ha continuado durante 2006. Alemania, Francia y España ofrecen grandes expectativas en el apartado de la producción de biodiesel, estimándose que entre 2005 y

2007 duplicarán su producción. En lo relativo al bioetanol, el biocombustible alternativo al biodiesel, se prevé que en 2008 la UE contará con 42 plantas productoras, cuando en 2005 había sólo 13.

Las medidas contenidas en esta propuesta son las primeras generadas por la Comisión tras la adopción el pasado febrero de su "Estrategia comunitaria para los biocarburantes", lanzada con el propósito de potenciar la producción de combustibles a partir de materias primas agrícolas.

"Nunca ha habido mejor ocasión para impulsar los biocarburantes. Los precios del crudo siguen siendo altos, el Protocolo de Kyoto nos impone objetivos sumamente rigurosos y la reciente polémica sobre las importaciones de gas ruso han subrayado la importancia de aumentar la autosuficiencia energética", decía Mariann Fischer Boel, Comisaria de Agricultura y Desarrollo Rural, con ocasión del lanzamiento de la estrategia. "Debemos hacerlo todo para fomentar la producción de las materias primas destinadas a producir biocarburantes", aseguraba en la misma línea el pasado 22 de septiembre para justificar la ampliación del sistema de subvenciones.

Detrás de este intento está la urgente necesidad de Europa de hacerse menos dependiente del exterior en materia energética. En concreto de los combustibles fósiles que, como se ha dicho, son los menos indicados para lograr los objetivos de Kyoto.

Aquella estrategia nació distinguiendo **siete objetivos** clave: estimular la demanda de biocarburante, algo que muchos Estados también persiguen mediante medidas de exención de impuestos sobre ciertos consumos; actuar en provecho del medio ambiente, no sólo desde el punto de vista de las emisiones, sino asegurando la sostenibilidad del cultivo de las materias primas necesarias; desarrollar la producción y distribución de biocarburantes, analizando especialmente las oportunidades de este nuevo negocio desde la perspectiva de los nuevos programas de desarrollo rural, en la línea de la Agenda de Lisboa; ampliar el suministro de materias primas, apoyando la producción de azúcar para obtener bioetanol, evaluando la posibilidad de transformar los cereales intervenidos, elaborando nuevos planes forestales y analizando, incluso, el uso de productos de procedencia animal; potenciar las oportunidades comerciales, estimando la posibilidad de establecer códigos aduaneros específicos para el comercio de biocarburantes; apoyar a los países en desarrollo, como los países ACP, afectados por la reforma de ciertos cultivos en Europa, que podrían destinar sus excedentes a la producción de bioetanol; promover la investigación y el desarrollo, dando cobertura al desarrollo de una "plataforma tecnológica del biocarburante".

La Comisión propone igualmente una serie de medidas para simplificar el funcionamiento del sistema, un procedimiento que, según el Ejecutivo, desincentiva la participación de posibles productores por causa de su excesiva complejidad.

ACORDADO RECARGO ARANCELARIO



MEDIDAS ANTIDUMPLING AL CALZADO ASIÁTICO

Datorren bi urtetan Txinatik eta Vietnametik datozen larruzko oinetakoei "antidumping" errekarquak ezartzea adostu dute Hogeita bostek, hura erabakitzeke epea amaitzeaz zegoenean

Desde el 7 de octubre la Unión Europea impone un recargo arancelario al calzado de piel chino y vietnamita, una vez que los Veinticinco se pusieron de acuerdo en la mañana del día 4 tras meses de enfrentamientos y debates.

De un lado, los países productores de calzado, mayoritariamente del sur y encabezados por Francia, Italia, Portugal y España, eran partidarios de imponer aranceles a estas importaciones, una vez que las investigaciones de la UE constataron que las empresas del sector en China y Vietnam practicaban el "dumping" (bajada artificial de precios) al amparo de ciertas medidas proteccionistas de sus gobiernos.

Del otro, los países nórdicos liderados por Alemania y Dinamarca, que no fabrican, defendían su potente sector distribuidor que importa calzado barato de esos países y obtiene con ello importantes beneficios.

Las medidas definitivas ahora adoptadas consisten en un recargo arancelario del 16,5% para el calzado de piel chino y del 10% para el vietnamita durante los próximos dos años. La medida se ha adoptado tras infinidad de negociaciones (más políticas que técnicas, según quienes han intervenido en ellas) y una cerrada votación que ha arrojado los siguientes resultados: España, Italia, Francia, Portugal, Polonia, Hungría, Grecia, Lituania y Eslovenia (9 países) han votado a favor; Austria, Eslovaquia, Malta y Chipre (4 países) no se han opuesto y sus votos se han sumado a los síes, lo que conforma una mayoría simple suficiente para contrarrestar a los 12 restantes que han votado en contra.

La investigación de la UE antes citada (efectuada durante 15 meses) provocó la imposición en abril pasado de un sistema temporal de aranceles progresivos contra las importaciones de calzado de esos países que en la actualidad alcanzaban el 19,4% para los zapatos chinos y el 16,8% para los vietnamitas. El problema era que este mecanismo tenía fecha de caducidad (el 6 de octubre) y la falta de un acuerdo como el que finalmente se ha logrado habría desembocado en una liberalización total de esas importaciones. Por eso las prisas y la tensión.

Los países de la Unión Europea importaron 1.250 millones de pares de zapatos chinos en 2005, lo que supone el 50% del mercado comunitario. Vietnam, por su parte, exportó a la UE 265 millones de pares en el mismo período (el 10% del mercado europeo). En ambos casos se puede hablar de un incremento espectacular en los últimos años: las importaciones de zapatos de cuero chinos se incrementaron entre 2001 y 2005 un 1.000%; las vietnamitas un 100%, sobre todo por la competencia china.

En cualquier caso, tal como se encargan de recordar los países partidarios de las medidas "antidumping", sólo una pequeña parte de ese calzado se verá afectado por los nuevos aranceles: sobre la base de las cifras de 2005,

174 millones de pares chinos (el 14% de todos los zapatos que nos venden) y 103 millones de zapatos de cuero vietnamitas (el 39% del total) absorberán esos recargos según los términos pactados.

El acuerdo -que se empezó negociando por una duración de siete años, luego bajó a tres y finalmente, a sugerencia de Francia, se quedó en dos- se adoptó a nivel de representantes permanentes y, por lo tanto, para su entrada en vigor en la fecha señalada tuvo que ser aprobado en el Consejo de Ministros de Justicia e Interior celebrado en Luxemburgo los pasados 5 y 6 de octubre.

La importancia de la industria del calzado europeo queda demostrada con algunas cifras que explican la magnitud de uno y otro grupos de presión: España, por ejemplo, uno de los líderes europeos del sector fabricante, cuenta con más de 2.300 empresas que dan trabajo de modo directo a más de 36.000 personas. Sin embargo, el coste medio de fabricación en España es siete veces mayor que el de China. Se explica fácilmente así que la industria zapatera europea haya retrocedido un 30% desde 2001, perdiendo más de 40.000 empleos. El sector distribuidor no es menos potente: la asociación de importadores y cadenas de venta al por menor de calzado agrupa a más de 100 importadores y vendedores, tienen más de 90.000 empleados y mueven el 50% de las importaciones de la UE.

No obstante, como no se cansa de repetir la UE, en ningún caso se trata de medidas proteccionistas distorsionadoras del libre mercado, sino las consecuencias de una investigación a fondo hecha sobre el terreno que detectó financiaciones públicas favorables, exenciones fiscales, alquileres por debajo de los precios de mercado y evaluaciones incorrectas de activos.

La Comisión sostiene que esas medidas son contrarias a las normas de la Organización Mundial del Comercio (OMC) y, además de perjudicar a los productores de los países importadores, penalizan también a los exportadores de países terceros que pelean en el mercado internacional en condiciones adversas.

El Ejecutivo esgrime también razones para los consumidores: si bien es verdad que, de manera inmediata, las mercancías llegadas a precio artificialmente rebajado son beneficiosas para los consumidores, la situación puede derivar en su contra. Porque, si se desmorona la industria nacional, es la economía globalmente considerada la que acaba sufriendo las consecuencias y repercutiendo negativamente sobre el poder adquisitivo de los mismos ciudadanos.

Por otro lado, Europa no tiene la más mínima intención de generalizar el uso de estas medidas y de impedir el crecimiento de los países en desarrollo que, amparados en su bajo nivel de vida, pueden permitirse fabricar productos a más bajo costo que en Europa y venderlos aquí.

DIRECTIVA SOBRE VENTA A DISTANCIA

Distantziarako salmentak arautzen dituen Direktibaren aplikapena aztertu du Europako Batzordeak, era berean SMSe eta online enkanteek eskaintzen duten erosketa aukera berrietara egokitzeko beharrari buruzko kontsulta ireki duelarik.



La Comisión adoptó el pasado 21 de septiembre una Comunicación en relación con la aplicación por los Estados miembros de la Directiva 1997/7/CE sobre venta a distancia. También lanzó una consulta pública, que se prolongará hasta el mes de noviembre, con el fin de evaluar la necesidad de actualizar dicha Directiva.

Algunos aspectos de la Directiva sobre la venta a distancia están también cubiertos por disposiciones de textos legislativos posteriores (como la Directiva 2002/58/CE sobre la vida privada y las comunicaciones electrónicas), lo que en ocasiones puede resultar confuso y dificultar la interpretación de la legislación comunitaria. La Comunicación del Ejecutivo se enmarca así en una reconsideración general de la legislación comunitaria en cuanto a protección de los consumidores, y pretende hacer balance de la transposición de la mencionada Directiva por los Estados miembros, planteando una serie de cuestiones para una consulta pública que proporcionará orientación sobre la pertinencia de su actualización.

La Directiva 1997/7/CE sobre la venta a distancia se aplica a la mayoría de los contratos en los que consumidor y proveedor realizan una transacción de venta a distancia, y pretende definir los derechos de este tipo de consumidor e igualarlos a los de aquél que compra en almacenes. Entre los derechos de los compradores a distancia está, por ejemplo: disponer de suficiente información antes de la adquisición; confirmación de la adquisición; posibilidad de anular sin penalizaciones el contrato de compra en un plazo como mínimo de siete días laborables; derecho al reembolso en un plazo de 30 días tras la cancelación del contrato; la protección contra la venta no solicitada; o la protección frente al uso fraudulento de tarjetas de pago.

Si bien todos los Estados miembros han traspuesto dicha Directiva, han aparecido algunos problemas en su aplicación práctica. Así, la utilización de nuevas tecnologías como el comercio a través de SMS (“m-comercio”) y las ventas mediante subastas online han revelado la necesidad de examinar la eficacia de la normativa, que puede no adaptarse plenamente a nuevos productos y tecnologías. La Comisión considera que la definición actual de “técnica de comunicación a distancia” es suficientemente flexible para cubrir las nuevas técnicas, pero es consciente de que la aplicación práctica de la Directiva puede resultar complicada en la utilización de dichas nuevas técnicas (por ejemplo, es complicado proporcionar al consumidor toda la información previa necesaria de forma clara y comprensible teniendo en cuenta el limitado tamaño de la pantalla de un teléfono móvil). Por otra parte, la creciente aceptación de las ventas a través de subastas online ha supuesto un aumento significativo del número de reclamaciones por parte de los consumidores, confirmándose la necesidad de examinar el sentido de dicho tipo de ventas en las legislaciones nacionales.

La Comisión también quiere averiguar si los distintos niveles de rigidez con que cada Estado miembro aplica la norma en su país pueden suponer alguna traba en el mercado interior de la UE. Las divergencias nacionales vinculadas a la transposición de la ley resultan particularmente del recurso a la “cláusula mínima” que permite a los Estados miembros adoptar disposiciones más estrictas para garantizar al consumidor un nivel de protección más elevado, a condición de que estas disposiciones sean compatibles con el Tratado. Ello implica una variación del grado de protección según el Estado, lo que puede llegar a provocar divergencias y distorsiones en el mercado interior, reduciendo la confianza de empresas y consumidores en los intercambios transfronterizos. El derecho de retractación -previsto en cuatro directivas relativas a la protección de los consumidores- es una muestra de las incoherencias del acervo y las divergencias nacionales que resultan del recurso a la cláusula mínima. En relación con este derecho, la Comisión considera que los “plazos de reflexión” pueden variar según la interpretación de la legislación nacional, y aunque la Directiva prevé un plazo mínimo de siete días laborables para que el comprador pueda retractarse, los Estados miembros han transpuesto esta exigencia de múltiples maneras, y las consecuencias financieras de la retractación y/o los plazos de reembolso requerirán también ser examinados.

La consulta que ahora lanza la Comisión ayudará a recoger una valiosa información sobre la aplicación de la Directiva y su adecuación a nuevos productos y/o condiciones de mercado, para saber si procede actualizarla y, en caso afirmativo, ver de qué modo. La información recopilada también contribuirá a la reconsideración general del acervo legislativo en cuanto a protección de los consumidores, previsto para 2007.

La consulta se mantendrá abierta hasta noviembre y se referirá a aspectos como: la claridad y la adecuación de los términos jurídicos utilizados en la Directiva (como “contrato a distancia”, “técnica de comunicación a distancia”, “operador de técnica de comunicación”, etc.); el ámbito de aplicación de la Directiva y la necesidad de modificar las exenciones; las exigencias relativas a la información previa y la confirmación escrita; el derecho de retractación; la ejecución de los contratos a distancia; el vínculo de la Directiva con la legislación comunitaria relativa a la protección de la vida privada y las comunicaciones electrónicas; y otras cuestiones de carácter general relativas a la venta a distancia.

Tras finalizar la consulta, la Comisión hará público un resumen de las respuestas recopiladas en su sitio web, y posteriormente publicará un Libro Verde con una extensa consulta sobre aspectos comunes a las ocho directivas en curso de reconsideración en el ámbito de la protección de los consumidores. El balance de ambas consultas indicará la necesidad de revisar la normativa en este campo.



CONFERENCIA EUROMEDITERRÁNEA DE INDUSTRIA

Globalizazioaren inguruko gogoetak, inbertsioak, berrikuntza eta Bizi-laguntasun politika europar arloan jantzizintza industriari buruzko arazo zehatzak aztertu ziren Konferentzian

Bajo el título “Las empresas de la Unión Europea y de los países mediterráneos ante los retos de la universalización”, la sexta Conferencia Euromediterránea de Ministros de Industria reunió a mandatarios de 37 países (los 25, más Rumania y Bulgaria, nueve países mediterráneos y la Autoridad Palestina).

Celebrada en Rodas (Grecia) durante los pasados 21 y 22 de septiembre como continuación del llamado “Proceso de Barcelona” (sede de la primera reunión en 1995), la Conferencia destacó el papel de la Política Europea de Vecindad (PEV) y su nuevo mecanismo financiero, el Instrumento europeo de vecindad y asociación (IEVP), como herramientas para impulsar la integración económica y hacer frente a las nuevas exigencias derivadas del fenómeno de la universalización.

Mauri Pekkarinen, Ministro finlandés de Comercio e Industria y Copresidente de esta Conferencia, resumió en rueda de prensa las ideas centrales de la sesión: “El objetivo ha consistido en intercambiar opiniones sobre las soluciones a los problemas de la globalización. Ahora mismo tenemos cuatro prioridades: la nueva política europea de vecindad, la industria textil, la innovación y la inversión en la región euromediterránea”.

El Ministro finlandés, por otro lado, también se refirió a otro objetivo fundamental que está en el centro de estas reuniones desde el arranque del proceso en 1995: “Estamos decididos a establecer una zona de prosperidad compartida instaurando una asociación económica y financiera y estableciendo progresivamente una zona euromediterránea de libre comercio para 2010”.

Las conclusiones de la Conferencia se pueden agrupar en cinco grandes bloques:

Aplicar la Carta euromediterránea de las empresas, un documento firmado en Caserta (Italia) en 2004 que contiene una serie de principios diseñados para promover el desarrollo de empresas competitivas, con énfasis especial en las necesidades de las pequeñas y medianas empresas. Los ministros han suscrito las conclusiones de un informe de la UE sobre la puesta en práctica de la Carta en el que se invita a implicar más estrechamente al sector privado en el proceso de toma de decisiones y su aplicación.

El informe de la UE también cita las conclusiones de tres grupos de trabajo organizados en torno a tres grandes temas: la simplificación administrativa, el acceso a la financiación, formación y creación de empresas, y el impulso del sector privado. La UE invita a los países euromediterráneos a sacar todo el partido a la nueva PEV, el marco de cooperación más adecuado para actuar en los ámbitos cubiertos por la Carta.

Promover las inversiones. Los ministros, que reconocen el esfuerzo del Banco Europeo de Inversiones, citan diversas prioridades para conseguir más inversiones nacionales y extranjeras, como mejorar el clima económico, aplicar una atención especial a las PYME o eliminar los obstáculos institucionales, reglamentarios y administrativos.

Las conclusiones de la Conferencia citan expresamente los buenos resultados de los proyectos regionales realizados en

el marco del Programa MEDA (el instrumento principal de la cooperación económica y financiera de la asociación euromediterránea) y la contribución financiera procedente de la Facilidad Euromediterránea de Inversión y Asociación (FEMIP). Los nuevos instrumentos europeos disponen de un incremento presupuestario de cerca del 32% respecto al período 2000-2006.

Facilitar los intercambios de productos industriales. Para ello, los ministros aceptan que es esencial armonizar las legislaciones, las normas, los reglamentos y todos los procedimientos de evaluación, siempre a partir de los sistemas adoptados dentro de la UE en aquellos sectores que funcionan como una unidad a nivel europeo.

Los ministros consideran que los primeros resultados de estos trabajos, fundamentalmente técnicos, y los acuerdos subsiguientes se han de producir en 2008.

Innovación. El refuerzo de los sectores más competitivos, la reconversión de los menos competitivos, la innovación y los progresos en cuanto a investigación tecnológica son las bases para incrementar la competitividad de las empresas, para la creación de empleos y para, en definitiva, hacer frente a los retos de la globalización.

La educación y la formación serán las palancas de una nueva cultura de la innovación. La UE invita a los países socios mediterráneos a mejorar el acceso a la información y a desarrollar las transferencias de tecnologías y las redes.

Günter Verheugen, Comisario de Empresa e Industria, anunció la futura incorporación de los socios mediterráneos al programa “Espíritu de empresa e innovación”, también llamado Programa para la Innovación y la Competitividad (PIC). Con menos presupuesto que el VII Programa Marco de Investigación que arrancará en 2007, el PIC impulsa el afloramiento de capital privado para las pequeñas empresas innovadoras y ayuda a los Estados miembros a crear mejores condiciones marco para la empresa y la innovación, a aprender los unos de los otros y a que asuman una mayor cooperación transnacional.

Diálogo sobre el futuro de la industria textil y la confección.

Varios grupos de trabajo vienen desplegando importantes esfuerzos para que este sector se enfrente con fortaleza a los retos de la globalización. Se propone trabajar a tres niveles: el nivel estratégico, en el que los responsables nacionales de determinar las políticas en este sector se encuentren y decidan conjuntamente las soluciones más adecuadas; el nivel operativo, en el que empresas y organismos definan proyectos comunes sobre la base de la nueva PEV; y la puesta en marcha, bajo el liderazgo de la UE, de un programa para la mejora de la competitividad en el sector.

El Comisario Verheugen resumió la Conferencia con un “estoy convencido de que un espacio euromediterráneo constituirá el mayor mercado del mundo y nos dará la oportunidad para transformar la globalización para nuestro beneficio en nuestra región”.

VI PLAN PARA LA PROTECCIÓN DEL MEDIO AMBIENTE

ESTRATEGIA PARA LA PROTECCIÓN DE LOS SUELOS



Lurraren babesari buruzko guztizko plan honekin, VI. Ingurumenaren Babeserako Planaren parte diren zazpi estrategiatik azkena aurkeztu du Europako Batzordeak

La Comisión Europea presentó el pasado 22 de septiembre su “Estrategia para la protección de los suelos europeos”, un conjunto de tres acciones destinadas a salvaguardar los suelos sanos, verdadero apoyo de la actividad humana y del sostenimiento de los ecosistemas.

Se trata de una Directiva que establece principios, acciones y objetivos comunes e invita a los Estados a tomar las riendas de este problema (acuciante en muchos casos); de una Comunicación que levanta la voz sobre la grave situación de los suelos europeos; y de una evaluación de impacto que incluye, de manera incompleta, un cálculo de lo que Europa gasta y/o ahorra en función de las políticas que lleva a cabo.

Está fuera de discusión que el suelo es la base de nuestra prosperidad económica y de nuestra calidad de vida. Es un recurso natural básico e insustituible y es el encargado de aportar a los seres humanos alimento y fibra; es el intermediario entre la tierra, el aire y el agua; es el filtro natural que purifica el agua y el nitrógeno y hace de almacén de los gases carbónicos; desempeña un papel clave en la protección de la biodiversidad (téngase en cuenta que en Europa se han catalogado 320 tipos diferentes de suelo en función de variaciones de carácter físico, químico o biológico).

Además se puede afirmar que, en contra de la primera impresión, estamos ante un recurso no renovable: se ha calculado que, tras los efectos de la erosión total de un terreno, la naturaleza necesita cientos de años para regenerar unos centímetros de suelo, lo que muchas veces no es posible sin la intervención humana.

Esa característica única del suelo convierte los riesgos derivados de la acción del hombre en verdaderas amenazas: el suelo europeo se degrada a marchas forzadas debido a la acción desmesurada de ciertas prácticas en la agricultura y en la silvicultura, debido a la contaminación y a un urbanismo irregular e indiscriminado. Muchos espacios sufren un exceso de salinización debido a la sobreexplotación de los acuíferos con fines agrícolas, los fertilizantes artificiales alteran la composición del suelo, las máquinas pesadas, la construcción de viales y las urbanizaciones compactan el suelo disminuyendo la capacidad de éste para retener el agua. Europa entera ha visto cómo, en los últimos 200 años, sus suelos fértiles han disminuido de manera alarmante, todo ello sin olvidar los vertidos contaminantes, las sustancias tóxicas y el resto de consecuencias directamente derivadas de la práctica industrial.

Las cifras son espeluznantes: 115 millones de hectáreas (el 12% de la superficie de Europa) se ven afectadas por la erosión del agua; 42 millones lo están por la acción del viento; el 45% de los suelos europeos tienen un bajo contenido

medio; alrededor de 3,8 millones de hectáreas de suelo europeo se ven afectadas por un exceso de salinización; 3,5 millones de lugares en Europa están en riesgo severo de contaminación y, de ellos, medio millón necesita la adopción de medidas urgentes de “remediación” (conjunto de acciones para la regeneración de un suelo contaminado); el 9% del suelo europeo está ya recubierto por algún tipo de material impermeable (asfalto, hormigón, etc.).

Parece difícil ponerle precio a este desastre, pero la Comisión maneja algunas cifras igualmente clarificadoras. La principal: la erosión, la reducción de materia orgánica, la salinización de los suelos y la contaminación cuestan a los países de la UE 38.000 millones de euros anuales. Lo peor es que los costes de esa degradación van por cuenta de la sociedad, no de quien los ha generado.

La Comisión cree que, sin quitar protagonismo a las iniciativas nacionales, es el momento de adoptar medidas de carácter europeo. Las razones son evidentes: pese a que algunos Estados ya tienen una legislación destinada a la protección de los suelos, no en todos los casos es global y, además, la ausencia de una reglamentación común va en contra de ciertas políticas que sí lo son: la salud de las personas, el cambio climático, la protección de la naturaleza o la seguridad de los alimentos se gestionan ya conjuntamente.

Por otro lado, la dejación de ciertos Estados en algunos ámbitos (como el de la contaminación de los suelos) puede tener repercusiones en Estados vecinos, convirtiendo el problema particular en transfronterizo, además de atentar contra el principio de la libre competencia en el mercado interior.

La Directiva se sustenta en tres líneas de acción: la prevención, es decir, la garantía por parte de los Estados de que el suelo sea usado de modo sostenible y cualquier acción llevada a cabo desde cualquier ámbito contemple este criterio como una de sus prioridades; la identificación, que exige a los Estados la realización de un índice de lugares de riesgo en cualquiera de las modalidades de degradación del suelo y la elaboración de un inventario de los lugares degradados; la adopción de medidas, que invita a los Estados a actuar sobre los riesgos y elaborar estrategias nacionales de saneamiento de los lugares degradados.

En todo caso, son los Estados los que ponen límites a su acción y fijan el listón de la ambición de su política de suelo. Como explicaba Stavros Dimas, Comisario de Medio Ambiente, “este marco común fija condiciones iguales para la búsqueda de un grado de protección de los suelos en el conjunto de la UE, pero deja a los Estados un margen suficiente para la consideración de las situaciones nacionales y la aplicación de las medidas”.

COMISIÓN EUROPEA PRESENTA COMUNICACIÓN



Consumo

PLAN DE FORMACIÓN SOBRE LA SEGURIDAD ALIMENTARIA

Estatu Kideentzat eta Europako Batasunera esportatzen duten Estatuentzat elikadura segurtasunari buruzko prestakuntza plana ezarri du Europako Batzordeak

La Comisión Europea adoptó el 20 de septiembre la Comunicación “Una mejor formación para productos alimentarios más seguros”, relativa a la formación sobre seguridad alimentaria de las autoridades pertinentes de los Estados miembros y terceros países.

La Comisión pretende así establecer una estrategia europea de formación referente a la legislación sobre alimentación humana y animal, salud animal, bienestar de los animales y normativa fitosanitaria. Para cumplir con este objetivo, el Ejecutivo estima necesario un presupuesto de 15 millones de euros anuales con los que formar a 6.000 funcionarios para que conozcan y apliquen las normas comunitarias en esta materia. Las cifras superan ampliamente las de 2005, cuando los programas de formación se dirigieron a unas 1.500 personas, contando con un presupuesto de aproximadamente 4 millones de euros.

Los nuevos cursos complementarán los impartidos a nivel nacional y se dirigirán a las autoridades públicas encargadas de realizar los controles necesarios para garantizar la seguridad de los productos alimentarios y la protección de los consumidores en la UE.

La formación será gestionada a través de una agencia externa, aún pendiente de definir, que sería responsable de la selección de los participantes, la logística de los cursos, la formación impartida, el seguimiento de los resultados, la conexión a una red de agencias nacionales de formación, etc. En virtud de la legislación comunitaria, la Comisión Europea deberá acometer un análisis coste-beneficio antes de delegar las responsabilidades organizativas de esta estrategia de formación. El Ejecutivo emprenderá ahora dicho análisis y, durante el periodo que transcurra hasta finalizarlo, será él mismo quien se encargue de organizar los programas de formación.

La UE cuenta desde 2006 con una sólida legislación sobre seguridad alimentaria, pero para garantizar su aplicación efectiva será necesario contar con un personal con un elevado nivel de competencias y peritaje, que comprenda plenamente dicha legislación y sea capaz de verificar que se respeta. Para ello será imprescindible que conozcan, entre otros puntos, los riesgos que amenazan la cadena alimentaria, los problemas asociados a ciertos métodos de producción, tratamiento, conservación y distribución, y que sean capaces de detectar incumplimientos y prácticas fraudulentas.

La iniciativa de la Comisión se basa en el Reglamento 882/2004, en vigor desde enero de 2006, que establece exigencias de control sobre los alimentos para animales y los productos alimentarios, así como un planteamiento armonizado para los controles de las autoridades nacionales. Dicho Reglamento remarca la importancia de la formación para una evolución armonizada de los sistemas comunitarios y nacionales de control, y dispone que la Comisión puede definir estos programas a escala comunitaria.

El texto ahora aprobado expone distintas opciones para organizar en el futuro esta formación, que se centrará en ámbitos considerados prioritarios, como la gripe aviar, el tratamiento de subproductos animales y otros residuos, el bienestar animal, la salmonela y otras zoonosis, la aplicación de los principios HACCP, los controles de los pesticidas, y las normas comunitarias relativas a las frutas, verduras y productos pesqueros.

Así, varios son los cursos y seminarios a nivel comunitario ya definidos para 2006, y que versarán, más concretamente, sobre: la aplicación del sistema de análisis de los riesgos y puntos críticos para su control (HACCP); la lucha contra la gripe aviar altamente patógena (IAHP) en los países de la ASEAN (Asociación de Naciones del Sudeste Asiático); las normas comunitarias de seguridad alimentaria de los productos pesqueros, la acuicultura y las frutas y hortalizas (éste dirigido a terceros países); las buenas prácticas en cuanto a controles veterinarios en los puestos de inspección fronterizos de aeropuertos y puertos; las normas comunitarias relativas a los subproductos animales; y las normas para la anestesia y sacrificio de los animales, bien sea en los mataderos o en la lucha contra determinadas enfermedades.

Al dirigirse también la iniciativa a participantes de terceros países, éstos podrán contar con una mejor comprensión de las normas alimentarias y procedimientos de importación exigidos por la UE, lo que favorecerá el desarrollo del comercio de alimentos seguros y las prácticas comerciales equitativas con terceros países, sobre todo con los países en vías de desarrollo. Al mismo tiempo, al mejorar los controles en origen estos países conseguirán mejorar la seguridad alimentaria y sanitaria de sus propios consumidores, a la vez que facilitan el trabajo de los inspectores de la UE responsables de los controles en las fronteras. Los exportadores podrán garantizar que sus productos llegan al mercado europeo y se reducirá la competencia desleal para estos países, que podrán vender mayor número y variedad de productos en la UE; los consumidores europeos disfrutarán también así de una elección mayor.

En definitiva, la iniciativa beneficiará: al personal encargado de efectuar los controles, que dispondrá de orientaciones y comprenderá mejor su misión; a las empresas, dentro y fuera de la UE, que podrán competir en condiciones más iguales y obtener beneficio del aumento de los intercambios y del comercio de alimentos seguros; a los terceros países, especialmente aquéllos en vías de desarrollo, mejorando sus condiciones de acceso al mercado de la UE y limitando las posibilidades de asistencia que se les ofrecen para ello; a los consumidores europeos, con una mejora de los controles de los productos alimentarios y alimentos para animales, y con el refuerzo de las normas de seguridad a lo largo de la cadena alimentaria y una mayor protección contra las amenazas sanitarias; y al bienestar de los animales, ya que la formación prevista también insiste en las normas de la UE destinadas a su protección.

GARANTIZADA LA SUPERVIVENCIA DEL COLECTIVO EN LAS REGIONES ULTRAPERIFÉRICAS

REFORMA DEL SECTOR DEL PLÁTANO

Laguntzei buruzko sistema berria Nekazal Politika Komunarekin homologatzen da eta era berean, Europako platanoko ekoizpen ia guztiaren jatorri den Europako Batasuneko erregio ultra periferikoetan, landaketa honen biziraupena ziurtatzen du



La Comisión Europea lanzó el pasado 20 de septiembre un plan de reforma en profundidad del sistema de ayudas a los productores europeos de plátanos, en consonancia con las reformas llevadas a cabo en otros sectores agrarios en el marco de la Política Agrícola Común (PAC) renovada. Las especiales características de este cultivo (centrado casi en su totalidad en ciertas regiones ultraperiféricas europeas) obligan además a que la reforma no deje de lado el objetivo señalado por el Tratado de la CE (art. 299) de garantizar un nivel de vida equitativo en esas regiones.

El actual régimen de ayudas, previsto por la Organización Común del Mercado (OCM) del plátano actualmente en vigor, consiste en entregar ayudas variables compensando automáticamente las variaciones de precio, con el único tope de no subvencionar en ningún caso producciones globales superiores a las 867.500 toneladas anuales. Esta limitación, sin embargo, no es tal porque los fondos se entregan sin límite presupuestario para cubrir las pérdidas por descenso de los precios.

Mariann Fischer Boel, Comisaria de Agricultura y Desarrollo Rural, ponía sobre la mesa la incongruencia de este sistema durante la presentación del proyecto: “El actual régimen de ayudas a los productores comunitarios de plátanos es una reliquia del pasado y tiene que cambiar”. No es posible seguir con la práctica de los pagos automáticos para compensar las variaciones de precios, dijo, porque “los productores están artificialmente aislados del mercado”. También se refirió a la dificultad de “justificar esos pagos en términos de comercio mundial”. Porque atender los compromisos internacionales es otro de los objetivos de esta reforma; la nueva serie de acuerdos con los países de la ACP, otros con países de América Latina (Ecuador, uno de los grandes productores) y la perspectiva de un acuerdo en las negociaciones de la Ronda de Doha, la hacían necesaria.

La UE es desde 2004 (año de la ampliación a 25) el mayor mercado mundial de plátanos, con un consumo de 4,3 millones de toneladas anuales. Los precedentes de América Latina representan el 67% de nuestras importaciones, de países ACP (África, Caribe, Pacífico) llega el 17% y sólo el 16% restante se produce dentro, la mayoría en algunas de las cuatro regiones ultraperiféricas productoras (Canarias, Martinica, Guadalupe y Madeira). El 56% del plátano europeo procede de Canarias, el 40% es francés (Martinica y Guadalupe) y un porcentaje menor procede de las islas portuguesas de Madeira. Pequeñas cantidades se recogen además en Chipre, Grecia y en zonas del Portugal continental.

En lo referente a esas cuatro regiones ultraperiféricas, hay que recordar que los plátanos son en ellas factor esencial de equilibrio económico, social y medioambiental: por ejemplo, en Canarias dan trabajo al 30% de la mano de obra; en

Martinica esa cifra se duplica y el sector platanero genera el 47% del PIB agrícola de las islas; en Madeira, por su especial orografía, se cultivan en pequeñas terrazas en las laderas de los montes que determinan un paisaje único. El relieve accidentado, la lejanía, el poco espacio cultivable, etc., son desventajas para este cultivo y para cualquier otro en estas islas.

Sin embargo, la productividad es la más alta del mundo. Canarias produce 44 toneladas por hectárea mientras Honduras se queda en 20. Las explotaciones europeas también se distinguen por una utilización controlada de los pesticidas hasta el extremo de que, en los últimos dos años, han reducido su uso en un 40%.

Los plátanos son, por tanto, un elemento clave para el sostenimiento social y económico de estas regiones. El transporte de la fruta hasta el continente justifica, por ejemplo, la creación y el mantenimiento de líneas regulares marítimas con esas regiones.

La Comisión propone suprimir el actual régimen de ayudas y sustituirlo por otro que tiene su eje en el programa POSEI (Programas de Opciones Específicas por el Alejamiento y la Insularidad), cuyo objetivo fundamental es paliar las desventajas geográficas y económicas de las regiones ultraperiféricas. Para cubrir la inclusión de los productores plataneros en el nuevo régimen se propone ampliar la dotación del programa POSEI en 278,8 millones de euros, que serán distribuidos de acuerdo con el baremo aplicado en 2000: 50,4% para España, 46,1% para Francia y 3,1% para Portugal.

En cuanto a los tres países comunitarios que producen plátanos en el continente (Grecia, Chipre y Portugal, con menos del 2% del total de la producción europea), que no entran en el régimen POSEI, no se establece un régimen de ayudas específico, semejante al que se establece en cualquier otro sector productivo, porque la producción de estos países es residual. La Comisión propone para ellos pasar de las ayudas a la producción a las ayudas al productor mediante la fórmula del pago único y eliminando el sistema de ayudas compensatorias que ellos también disfrutaban. Hablamos de unas ayudas que, para 2013, alcanzarían los 3,4 millones de euros.

La novedad más importante originada por la inclusión de las ayudas al sector del plátano europeo en el programa POSEI radica en que la Comisión cede su gestión a favor de un mayor protagonismo de los Estados y de las regiones afectadas. Son los propios Estados los que elaboran los programas nacionales de ayudas. Ellos propondrán, en el marco de esos programas, medidas que tendrán en cuenta las particularidades de cada región (antes el Ejecutivo aplicaba criterios comunes para todas ellas).

La Comisión, que aguarda la adopción de la reforma por parte del Consejo, pretende aplicarla a partir del 1 de enero de 2007.

INMIGRACIÓN CLANDESTINA, COOPERACIÓN POLICIAL Y JUDICIAL



CONSEJO INFORMAL DE JUSTICIA E INTERIOR

Ezkutuko inmigrazioa, lankidetzta polizial eta judizialeko erabaki prozesua edo terrorismoaren aurkako borroka izan ziren Tamperen Irailaren 20 eta 22 bitartean izaniko bilera informalaren gai nagusietarikoak

La **lucha contra el terrorismo** fue uno de los grandes temas tratados durante la reunión. Los ministros alabaron las medidas acometidas en la lucha contra el terrorismo, aunque remarcaron la necesidad de un esfuerzo constante ante su naturaleza diversa y variable. La Presidencia finlandesa reafirmó su compromiso de: reforzar el intercambio de información entre autoridades para la mejor identificación de la radicalización y el reclutamiento; mejorar las medidas relativas a la detección de explosivos; y aumentar el intercambio de información sobre el control del uso de Internet con fines terroristas. La valoración de los riesgos mediante, por ejemplo, el SitCen (Centro de Situación Comunitario), Europol y otros organismos relevantes será asimismo fundamental para proponer las medidas comunitarias necesarias. La Presidencia también insistió en la necesidad de preparar un instrumento en relación con el almacenaje de información proveniente de cámaras de vigilancia.

Los ministros debatieron asimismo la necesidad de comenzar en 2006 un proceso a nivel comunitario de reuniones de expertos, con el fin de analizar las causas de la radicalización y posteriormente actuar en consecuencia.

La **inmigración ilegal** fue también discutida durante la reunión de Tampere, si bien la Presidencia reconoció que el debate debería continuarse. Según Finlandia, el aumento de la solidaridad contribuiría de forma importante a una mejor gestión de la inmigración, lo mismo que el desarrollo del régimen común europeo de asilo y la elaboración de las normas comunes europeas relativas a la inmigración legal. La inmigración ilegal exige un enfoque global a la hora de desarrollar una política común europea de inmigración, fronteras y asilo, y las necesidades comunitarias en cuanto a seguridad requieren el refuerzo de las medidas de control de las fronteras y procedimientos de inmigración. La Presidencia presentó así su iniciativa sobre la solidaridad europea relativa a la política de inmigración, asilo y control de las fronteras, que pretende examinar las posibilidades de reforzar la solidaridad en la UE en los ámbitos del asilo y la inmigración ilegal. El debate que se desea abrir de este modo incluye aspectos como la financiación por parte de la UE de gran parte de los gastos (derivados, por ejemplo, de la recepción, mantenimiento o retorno de los inmigrantes) inherentes al proceso de concesión o no del derecho de residencia, la utilización de datos biométricos para el registro o la aplicación íntegra, uniforme y transparente de las normas comunitarias sobre inmigración por parte de las autoridades competentes. La aplicación correcta de dichas normas estaría garantizada por mecanismos de control y análisis de riesgos.

También la Comisión insistió en la importancia de la solidaridad de los Estados miembros para solucionar el problema de inmigración ilegal masiva que sufren algunos Estados (especialmente España, Malta o Italia). En este

sentido, el representante español solicitó una respuesta europea a gran escala y lamentó los escasos medios financieros dedicados por la UE a la migración. El Ejecutivo, que acababa de anunciar el día 20 de septiembre el desbloqueo de unos 45 millones de euros destinados a terceros países en el campo de la migración y el asilo, criticó la falta de coordinación entre Estados en cuanto a los gastos destinados a la lucha contra la inmigración ilegal e instó a todos los Estados miembros a ayudar a España.

Por otra parte, el Comisario de Justicia, Libertad y Seguridad, Franco Frattini, informó a los ministros sobre la actividad del grupo de trabajo sobre migración, que reúne bajo su tutela a 8 comisarios cuyas competencias están vinculadas con la migración: Desarrollo y Ayuda Humanitaria, Relaciones Exteriores, Empleo, Educación y Formación, Política Regional, Asuntos Económicos y Monetarios, y Salud y Protección del Consumidor. Su actuación se centra en el examen de medidas urgentes como la gestión de las fronteras marítimas de la UE y las actuales posibilidades de financiación (FEDER y FSE).

Los ministros no llegaron a un acuerdo sobre cómo mejorar el **proceso de toma de decisiones en la cooperación policial y judicial en materia penal**. Los problemas actuales en este ámbito están llevando a que cada vez sea menor el número de iniciativas de cooperación policial, una tendencia sumamente negativa en el ámbito de la seguridad y la lucha transfronteriza contra el crimen. Actualmente, la toma de decisión en materia policial y penal requiere la unanimidad de los 25 Estados miembros, lo que acarrea retrasos, debilita la calidad de la legislación y obstaculiza su aplicación en los Estados miembros. Según propone la Comisión, transferir estos asuntos del ámbito de la cooperación intergubernamental al del procedimiento de decisión general de la UE (por mayoría cualificada del Consejo, en co-decisión con el Parlamento Europeo) podría suponer un progreso significativo, aumentándose además la participación del Parlamento - y por tanto de los ciudadanos - en el proceso de decisión, y reforzándose asimismo la posición del Tribunal de Justicia.

Los ministros también discutieron sobre la reforma del **Sistema de Información Schengen (SIS II)**. Los nuevos Estados miembros criticaron el retraso en su puesta en marcha, que supondrá la entrada de los 10 en el espacio Schengen, y expresaron su temor de que los problemas técnicos alegados para justificar el retraso no sean sino pretextos de los antiguos Estados miembros para frenar la ampliación del espacio Schengen. El Comisario Frattini negó la existencia de motivaciones políticas para dicho retraso y afirmó que el Consejo tomará una decisión a partir de octubre. El representante de la Presidencia anunció por su parte que SIS II probablemente no estará operativo en la fecha prevista (abril de 2007).

MEDIDAS TRAS LA ANULACIÓN DEL ACUERDO
POR EL TRIBUNAL EUROPEO DE JUSTICIANO ACUERDO ENTRE UE Y EEUU SOBRE EL
INTERCAMBIO DE DATOS DE PASAJEROS

Europako Justizi Auzitegiak aurreko akordioa bertan behera utzi ondoren, Estatu Batuek eta Europako Batasunak ez zuten akordiorik lortu joan den irailaren 30ean bidaiarien datuei buruzko datuen trukaketari buruz

En contra de todas las previsiones, la Unión Europea y los Estados Unidos no lograron alcanzar un acuerdo para determinar un procedimiento de intercambio de datos de los pasajeros de los vuelos que desde Europa se dirigen a aeropuertos estadounidenses o que sobrevuelan su territorio. La consecuencia inmediata de este desacuerdo es el vacío legal que se crea puesto que el anterior convenio perdió su vigencia el 30 de septiembre último.

El acuerdo de 2004, que ha dejado de regir, fue adoptado a raíz de los atentados de Nueva York en septiembre de 2001 y suponía que las compañías aéreas se comprometían a entregar a las autoridades estadounidenses 15 minutos antes del despegue de los aviones más de 30 datos de cada pasajero: detalles de la tarjeta de crédito con la que se adquirió el billete, relaciones familiares entre los pasajeros, teléfonos, dirección, peticiones de alimentos específicos, etc.

El Tribunal Europeo de Justicia, a instancias del Parlamento Europeo, anuló en mayo el doble acuerdo del Consejo y de la Comisión que daba vía libre a este sistema de cesión de datos de los viajeros. Aunque la Comisión afirmaba que el acuerdo protegía adecuadamente la privacidad de los datos de los viajeros, en aplicación de la legislación europea, y el Consejo así lo sancionaba, la sentencia afirma que ninguno de los dos acuerdos fue adoptado sobre la "base jurídica adecuada". Recordemos que el sustento legal de aquel acuerdo se realizó sobre el "primer pilar" (mercado interior).

Desde la sentencia de 31 de mayo, ambas partes dispusieron hasta el 30 de septiembre para lograr un acuerdo que eludiera las pegadas del alto tribunal europeo. En apariencia la cuestión era sencilla: sin cambiar demasiado el contenido del acuerdo, se trataba de "legitimarlo" desde el "tercer pilar" (cooperación judicial y policial en materia penal) y continuar con él, también de manera provisional, hasta finales de 2007, dando así tiempo a negociar uno definitivo.

Todo parecía ir razonablemente bien, pero las negociaciones se atascaron cuando se llevaba consensuado un "90% de las cuestiones", en palabras de los representantes europeos, y los estadounidenses aseguraban incluso que existía "un borrador de acuerdo". Los europeos afirman, y los norteamericanos no niegan, que éstos presentaron en el último momento un documento con nuevas exigencias que hizo imposible la firma.

Buscando reconducir la situación, el Secretario de Seguridad Nacional de EEUU, Michel Chertoff, reconoció haber enviado a los europeos "un nuevo acuerdo que incorpora sus exigencias fundamentales para la protección de datos".

En este nuevo escenario, los representantes europeos se reunirán con el Consejo de Ministros de Justicia e Interior y con la Comisión, explicarán los extremos de la nueva propuesta estadounidense y recibirán, en su caso, un nuevo mandato de negociación.

Técnicamente, desde la medianoche del 1 de octubre el "vacío legal" provocado por la falta de acuerdo podría provocar un "caos", en palabras de un representante europeo, puesto que las compañías aéreas europeas, en caso de no ceder los datos de sus pasajeros tal como han hecho hasta ahora, podrían verse penalizadas por las autoridades de los EEUU con multas de hasta 6.000 dólares por pasajero, o incluso con la retirada de los derechos de aterrizaje. De la magnitud de las posibles sanciones habla el hecho de que más de 100.000 pasajeros utilizan diariamente el avión desde Europa para dirigirse a los EEUU.

Paralelamente, por el lado europeo el problema puede continuar si, para evitar las sanciones al otro lado del Atlántico, deciden continuar con la transmisión de los datos en las ya ilegales condiciones anteriores. Liquidado el anterior acuerdo, las compañías se verían automáticamente afectadas por las correspondientes legislaciones sobre protección de datos de los Veinticinco y, consecuentemente, correrían el riesgo de ser demandadas por los particulares de esos Estados.

El pasado 27 de septiembre, cuando el acuerdo parecía posible, el Parlamento Europeo dedicó parte de su sesión plenaria a apoyar una propuesta de la Comisión que extiende las normas de protección de datos a todas las actividades jurídicas y policiales que involucren a varios países. Los eurodiputados defienden que la privacidad debe primar en cualquier transferencia de datos personales realizada por las autoridades, incluso en acciones de lucha antiterrorista. El Parlamento consigue así extender las normas sobre protección de datos al "tercer pilar", un asunto de absoluta actualidad en pleno proceso negociador UE-EEUU sobre esta materia.

Pese a que esta Decisión impone solamente unos principios generales que los Estados deben luego transponer y desarrollar en sus legislaciones, todo parece indicar que su aprobación afectará de un modo sustancial al acuerdo que se negocia.

Un caso similar al que ahora sufren las compañías aéreas se produjo en Bélgica a finales de septiembre, cuando la Comisión señaló al consorcio bancario internacional SWIFT, responsable de una gran parte de las transacciones financieras internacionales. En junio pasado se supo que el FBI y la CIA estadounidenses habían tenido acceso a los datos de esta entidad. SWIFT se encuentra en una situación de conflicto entre el derecho europeo y el estadounidense, dice la Comisión, por lo que es necesario que las autoridades de ambos lados negocien un acuerdo sobre la transmisión de datos.

Por lo que respecta al acuerdo sobre datos de los pasajeros, las negociaciones entre Estados Unidos y la UE continúan. "Las conversaciones no se han venido abajo. Están en un callejón sin salida temporal, pero siguen en curso", señaló Telmo Baltasar, consejero de la delegación de la Unión Europea.

MEDIDAS EN LOS EQUIPAJES DE MANO



NUEVAS NORMAS DE SEGURIDAD EN LOS AVIONES

Europako Batasunak likido kantitatei buruzko arau berriak adostu ditu, baita esku bagaiaren neurri berriei buruzkoa ere, Kanada eta Estatu Batuek harturiko erabakiei jarraiki

El Comité de Reglamentación de la Seguridad Aérea Civil se reunió en Bruselas el pasado 27 de septiembre para decidir una serie de medidas de seguridad aérea que afectan a los pasajeros y sus equipajes de mano. Es la tercera vez que se reúne este Comité tras el descubrimiento en Londres el pasado agosto de una célula terrorista que pretendía atacar contra vuelos transoceánicos.

La Comisión Europea hizo suyas las medidas aprobadas por el Comité y ahora deberá presentar una propuesta en forma de reglamento para que entre en vigor en el plazo de un mes. Así lo explicó Jacques Barrot, Comisario de Transportes, quien dijo que “estas medidas logran el necesario equilibrio” entre la seguridad, el bienestar de los pasajeros y la operatividad del sector del transporte aéreo.

Las medidas son las siguientes: las personas que deseen o necesiten llevar líquidos en la cabina lo podrán hacer en recipientes de no más de 100 ml de capacidad, introducidos en una bolsa de plástico transparente que, a su vez, tendrá una capacidad máxima de un litro. Es posible transportar varios recipientes con líquido siempre que ninguno sobrepase el límite establecido.

El equipaje de mano no podrá sobrepasar las medidas de 56 x 46 x 25 cm, con lo que Europa da por buenas las medidas que viene preconizando la Asociación de Transporte Aéreo Internacional (IATA). Además, los ordenadores y otros aparatos electrónicos deberán ser extraídos de sus bolsas para ser examinados específicamente. Los abrigo y chaquetas pasarán también el control de rayos X. En todos los casos se admiten excepciones: un certificado médico o la presencia de bebés darán derecho a portar

envases de mayor tamaño; también será posible viajar acompañado de instrumentos musicales aunque éstos superen las medidas admitidas para los equipajes de mano. Otra excepción tiene que ver con la posibilidad de adquirir líquidos en las tiendas libres de impuestos, dado que se encuentran más allá de los controles de personas y equipajes.

Un certificado médico o la presencia de bebés darán derecho a portar envases de un tamaño mayor al establecido

La Asociación de Compañías Aéreas Europeas y el Consejo Internacional de Aeropuertos también están de acuerdo con el conjunto de medidas, aunque sacan a relucir la cuestión del gravamen económico que supone la implantación de todas ellas. Puesto que se trata de seguridad pública, dicen, parece lógico que los Estados miembros dediquen al asunto los recursos necesarios. Y llaman la atención sobre la necesaria adecuación de infraestructuras y personal; un ejemplo: un vuelo de 420 pasajeros que precise dedicar a cada uno un minuto suplementario para estas operaciones necesitaría 7 horas más de preparativos para iniciar el vuelo.

REVISADA PARTICIPACIÓN EN OPERACIONES DE PAZ

CONSEJO INFORMAL DE DEFENSA

Europak bere gaitasun militarrik berraztertu ditu, baita munduan dauden bake operazioetan duen partehartzea ere



Relaciones
Exteriores

Los ministros de defensa de la UE se reunieron durante los pasados 2 y 3 de octubre para revisar las operaciones de paz actualmente en curso y para analizar, de modo informal, los problemas europeos en materia de defensa. Sinergia, agilidad, selectividad y resistencia son los cuatro objetivos que Europa debe exigir a sus fuerzas armadas en 2025, según afirma el documento que fue presentado por Javier Solana, Alto Representante para la PESC.

Bosnia-Herzegovina. Tras las elecciones del 1 de octubre, las primeras celebradas en ese país desde el fin de la guerra en 1995, la UE analiza la posible evolución de un país en el que mantiene cerca de 7.000 soldados (Operación Althea) para tratar de adecuarse a sus nuevas necesidades, teniendo en cuenta que los conflictos entre las comunidades bosnia, serbia y croata que conviven en el país no han desaparecido.

Javier Solana aseguró en rueda de prensa que existe consenso entre los Veinticinco para reducir los efectivos allí desplegados, pero hay que “esperar y ver” cómo evoluciona la situación política. El actual contingente, perteneciente a 33 países, podría reducirse a 1.500 soldados entre finales de este año y principios del próximo.

En Kosovo, provincia serbia de mayoría albanesa administrada por la ONU desde 1999, actúa una fuerza internacional de 16.000 soldados de 35 países, algunas de cuyas funciones podría asumir la UE en solitario. El problema no es sencillo porque Serbia ofrece una amplia autonomía a esta región a cambio de que renuncie a sus ansias independentistas, cosa poco probable.

La impresión sobre la situación en la República Democrática del Congo (RDC) es satisfactoria en opinión de los ministros, pese a que tras la primera vuelta de las elecciones en julio pasado se produjeron distintos desórdenes en la capital. Nada es seguro mientras no se celebre la segunda vuelta a finales de octubre. La misión europea EUFOR de apoyo a las fuerzas de la ONU finaliza el 30 de noviembre y son varios los asuntos sobre la mesa: prolongarla más allá de esa fecha (idea a la que se oponen países como Alemania) y, en caso de prórroga, sustituir las tropas actualmente presentes por las de otros países.

Respecto del Líbano, los ministros no discutieron a fondo los extremos de la misión internacional actualmente desplegada (15.000 efectivos, 7.000 europeos) ya que está bajo el mando de la ONU, pero plantearon la posibilidad, avalada por la buena disposición de muchos Estados miembros, de ofrecer a ese país otro tipo de cobertura: ayuda y formación al ejército libanés, a la policía, al personal de prisiones, a los miembros del aparato judicial, etc., de modo similar a como en la actualidad se trabaja en la RDC.

Javier Solana afirmó tras la sesión que Fuad Siniora, Primer Ministro libanés, desea la ayuda de los europeos y

“eso es lo que vamos a hacer”. Un equipo de la Unión Europea partirá de inmediato a la zona para evaluar las demandas concretas del líder libanés.

En Sudán los problemas son importantes. La UE estima que la solución pasa por traspasar a la ONU la parte de la misión de la Unión Africana (AMIS) que la UE soporta en la región de Darfour. La resolución 1.706 del Consejo de Seguridad de la ONU hace referencia al despliegue de una fuerza de paz de 20.000 soldados en Darfour, pero el Gobierno sudanés frena el proceso. La situación general no es buena en la zona, como dato basta decir que sólo el Gobierno y una de las facciones del movimiento rebelde han firmado el Acuerdo de Paz de Darfour.

La UE ha manifestado su intención de apoyar a las fuerzas de paz de la Unión Africana (UA), sobre todo en cuestiones de transporte, asesoramiento y entrenamiento, mientras la UA ha ampliado el mandato de la misión AMIS hasta diciembre ante la negativa sudanesa a la intervención de la ONU.

Paralelamente, tuvo lugar una reunión del Comité director de la Agencia Europea de Defensa (AED), formada por los Veinticinco excepto Dinamarca más la Comisión Europea, en la que se sometió a estudio y se aprobó un documento titulado “Visión a largo plazo de la capacidad de la Política Europea de Seguridad y Defensa (PESD) y sus necesidades”, en el que se analiza la situación de Europa a 20 años vista.

El informe preconiza consolidar el sistema defensivo europeo aumentando las inversiones y eliminando las duplicidades. También aplaude especialmente el reciente compromiso de 22 Estados por el que se abrirán a la competencia real en la adjudicación de los contratos públicos para la defensa.

El documento repasa la previsible situación mundial en 2025 y ofrece un panorama complicado para Europa: envejecimiento de la población, dificultades de reclutamiento en los ejércitos, aumento del coste de la mano de obra, crecimiento económico de nuevas potencias, explosión demográfica en África, etc. El informe prevé incrementos presupuestarios para investigación y desarrollo en tecnología de defensa. Se levanta la voz sobre realidades que, dice el informe, hay que combatir: por ejemplo, gastar el 15% del presupuesto de defensa en personal es un exceso; hay que invertir en tecnología.

El informe “aporta visiones compartidas sobre el estado del mundo en el que la PESD habrá de operar y sobre los tipos de capacidad que serán necesarios para conducir estas operaciones con éxito”, según afirmó Javier Solana. La aprobación no implica acuerdo en todos los puntos, pero da pie a elaborar propuestas para desarrollar un plan europeo de sus capacidades militares.

LEGISLACIÓN



Agricultura

Reglamento (CE) nº 1468/2006 de la Comisión, de 4 de octubre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 595/2004 por el que se establecen disposiciones de aplicación del Reglamento (CE) nº 1788/2003 del Consejo por el que se establece una tasa en el sector de la leche y de los productos lácteos.
DO UE-L 274 de 5/10/2006, pg. 6

Reglamento (CE) nº 1474/2006 de la Comisión, de 5 de octubre de 2006, que modifica los Reglamentos (CE) nº 2771/1999 y (CE) nº 1898/2005 en lo que atañe a la entrada en almacén de la mantequilla de intervención puesta a la venta.
DO UE-L 275 de 6/10/2006, pg. 44

Decisión 2006/668/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, relativa a una ayuda financiera de la Comunidad para un estudio de referencia sobre la prevalencia de Salmonella en cerdos de abasto que se llevará a cabo en los Estados miembros.
DO UE-L 275 de 6/10/2006, pg. 51

Decisión 2006/669/CE de la Comisión, de 4 de octubre de 2006, por la que se fijan para el ejercicio financiero de 2006 las asignaciones financieras definitivas a los Estados miembros, para un determinado número de hectáreas, con vistas a la reestructuración y reconversión de viñedos en virtud del Reglamento (CE) nº 1493/1999 del Consejo.
DO UE-L 275 de 6/10/2006, pg. 62

Reglamento (CE) nº 1481/2006 de la Comisión, de 6 de septiembre de 2006, por el que se establecen la forma y el contenido de la información contable que deberá presentarse a la Comisión con vistas a la liquidación de cuentas del FEAGA y del FEADER, así como con fines de seguimiento y elaboración de previsiones.
DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1482/2006 de la Comisión, de 6 de octubre de 2006, relativo a la apertura de licitaciones permanentes para la reventa, en el mercado comunitario, de trigo blando y centeno que obran en poder de los organismos de intervención de los Estados miembros con miras a su

transformación en harina en la Comunidad.
DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 51

Reglamento (CE) nº 1483/2006 de la Comisión, de 6 de octubre de 2006, por el que se abren licitaciones permanentes para la reventa en el mercado comunitario de cereales que obran en poder de los organismos de intervención de los Estados miembros.
DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 58

Reglamento (CE) nº 1463/2006 del Consejo, de 19 de junio de 2006, por el que se adapta el Reglamento (CE) nº 1698/2005, relativo a la ayuda al desarrollo rural a través del Fondo Europeo Agrícola de Desarrollo Rural (FEADER), con motivo de la adhesión de Bulgaria y Rumanía a la Unión Europea.
DO UE-L 277 de 9/10/2006, pg. 1

Decisión 2006/663/CE del Consejo, de 19 de junio de 2006, por la que se adapta el Acta de adhesión de la República de Bulgaria y Rumanía en lo referente al desarrollo rural.
DO UE-L 277 de 9/10/2006, pg. 2

Decisión 2006/664/CE del Consejo, de 19 de junio de 2006, por la que se adapta el anexo VIII del Acta de adhesión de la República de Bulgaria y Rumanía.
DO UE-L 277 de 9/10/2006, pg. 4

Reglamento (CE) nº 1487/2006 de la Comisión, de 9 de octubre de 2006, que modifica el Reglamento (CEE) nº 2921/90 en lo que respecta al importe de las ayudas para la leche desnatada con vistas a la fabricación de caseína y de caseinatos.
DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 8

Reglamento (CE) nº 1488/2006 de la Comisión, de 9 de octubre de 2006, por el que se establecen los coeficientes de depreciación que habrán de aplicarse a la compra de productos agrícolas de intervención para el ejercicio 2007.
DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 9

Reglamento (CE) nº 1489/2006 de la Comisión, de 9 de octubre de 2006, por el que se fijan, para el ejercicio contable de 2007 del FEAGA, los tipos de interés que habrán de aplicarse para calcular

LEGISLACIÓN



los gastos de financiación de las intervenciones consistentes en operaciones de compra, almacenamiento y salida de existencias.

DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 11

Decisión 2006/677/CE de la Comisión, de 29 de septiembre de 2006, por la que se establecen las directrices que fijan criterios para la realización de auditorías con arreglo al Reglamento (CE) nº 882/2004 del Parlamento Europeo y del Consejo sobre los controles oficiales efectuados para garantizar la verificación del cumplimiento de la legislación en materia de piensos y alimentos y la normativa sobre salud animal y bienestar de los animales.

DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 15

Decisión 2006/678/CE de la Comisión, de 3 de octubre de 2006, relativa a las consecuencias financieras que, en el contexto de la liquidación de cuentas de los gastos financiados por la sección de Garantía del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola (FEOGA), deben aplicarse como consecuencia de algunas irregularidades cometidas por agentes económicos.

DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 24

Reglamento (CE) nº 1505/2006 de la Comisión, de 11 de octubre de 2006, por el que se aplica el Reglamento (CE) nº 21/2004 del Consejo en lo que se refiere a los controles mínimos que deben llevarse a cabo en relación con la identificación y el registro de los animales de las especies ovina y caprina.

DO UE-L 280 de 12/10/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1507/2006 de la Comisión, de 11 de octubre de 2006, por el que se modifican los Reglamentos (CE) nº 1622/2000, (CE) nº 884/2001 y (CE) nº 753/2002, que establecen disposiciones de aplicación del Reglamento (CE) nº 1493/1999 del Consejo, por el que se establece la organización común del mercado vitivinícola, en lo referente a la utilización de trozos de madera de roble en la elaboración de vinos y a la designación y presentación de los vinos sometidos a ese tratamiento.

DO UE-L 280 de 12/10/2006, pg. 9

Reglamento (CE) nº 1517/2006 de la Comisión, de 12 de octubre de 2006, por el que se abre la des-

tilación de crisis indicada en el artículo 30 del Reglamento (CE) nº 1493/1999 del Consejo para determinados vinos de España.

DO UE-L 282 de 13/10/2006, pg. 13

Decisión 2006/687/CE de la Comisión, de 12 de octubre de 2006, sobre los programas de erradicación y vigilancia de determinadas enfermedades animales, prevención de las zoonosis y vigilancia de las EET, y los programas de erradicación de la EEB y la tembladera, que pueden recibir una contribución financiera de la Comunidad en 2007.

DO UE-L 282 de 13/10/2006, pg. 52



Asuntos de Justicia e Interior

Decisión 2006/684/CE del Consejo, de 5 de octubre de 2006, relativa a la modificación del inventario A del anexo 2 de la Instrucción Consular Común en lo que respecta a la exigencia de visado para los titulares de pasaportes diplomáticos y de servicio indonesios.

DO UE-L 280 de 12/10/2006, pg. 29



Economía

Reglamento (CE) nº 1502/2006 de la Comisión, de 28 de septiembre de 2006, relativo a la aplicación del Reglamento (CE) nº 1165/98 del Consejo, sobre las estadísticas coyunturales, en lo que respecta a las excepciones concedidas a los Estados miembros.

DO UE-L 281 de 12/10/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 1503/2006 de la Comisión, de 28 de septiembre de 2006, por el que se aplica y modifica el Reglamento (CE) nº 1165/98 del Consejo sobre las estadísticas coyunturales, en lo relativo a la definición de las variables, la lista de variables y la frecuencia de compilación de datos.

DO UE-L 281 de 12/10/2006, pg. 15



Integración Europea e Instituciones

Decisión 2006/681/CE de la Comisión, de 10 de octubre de 2006, por la que se adaptan los coeficientes correctores aplicables a partir del 1 de

LEGISLACIÓN



agosto, el 1 de septiembre, el 1 de octubre, el 1 de noviembre, el 1 de diciembre de 2005 y el 1 de enero de 2006 a las retribuciones de los funcionarios, agentes temporales y agentes contratados de las Comunidades Europeas destinados en terceros países.

DO UE-L 279 de 11/10/2006, pg. 27



Pesca

Pesca

Decisión 2006/674/CE de la Comisión, de 6 de octubre de 2006, que modifica los anexos I y II de la Decisión 2002/308/CE, por la que se establecen listas de zonas y piscifactorías autorizadas en relación con la septicemia hemorrágica viral (SHV) y la necrosis hematopoyética infecciosa (NHI).

DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 80

Reglamento (CE) nº 1490/2006 de la Comisión, de 6 de octubre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de brótola de fango en las zonas CIEM VIII, IX (aguas comunitarias y aguas internacionales) por parte de los buques que enarbolan pabellón de España.

DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 13

Reglamento (CE) nº 1491/2006 del Consejo, de 10 de octubre de 2006, sobre la celebración del Acuerdo en forma de Canje de Notas relativo a la prórroga del Protocolo por el que se fijan las posibilidades de pesca y la contrapartida financiera previstas en el Acuerdo entre la Comunidad Europea y el Gobierno de la República de Guinea-Bissau relativo a la pesca en aguas de Guinea-Bissau durante el período comprendido entre el 16 de junio de 2006 y el 15 de junio de 2007.

DO UE-L 279 de 11/10/2006, pg. 1

Reglamento (CE) nº 1493/2006 de la Comisión, de 9 de octubre de 2006, por el que se prohíbe la pesca del arenque en aguas de la CE, aguas de Noruega y aguas internacionales de las zonas CIEM I y II por parte de los buques que enarbolan pabellón del Reino Unido.

DO UE-L 279 de 11/10/2006, pg. 5

Decisión 2006/680/CE de la Comisión, de 6 de octubre de 2006, por la que se modifica la Decisión 2003/858/CE con respecto a la lista de

territorios a partir de los cuales está autorizada la importación en la Comunidad Europea de determinadas especies de peces vivos y sus huevos y gametos destinados a la cría.

DO UE-L 279 de 11/10/2006, pg. 24

Reglamento (CE) nº 1514/2006 de la Comisión, de 11 de octubre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de brótola de fango en las zonas CIEM V, VI, VII (aguas comunitarias y aguas internacionales) por parte de los buques que enarbolan pabellón de España.

DO UE-L 280 de 12/10/2006, pg. 27

Reglamento (CE) nº 1524/2006 de la Comisión, de 12 de octubre de 2006, por el que se prohíbe la pesca de atún rojo en el Océano Atlántico al este del meridiano 45° O y en el Mar Mediterráneo por parte de los buques que enarbolan pabellón de Francia.

DO UE-L 282 de 13/10/2006, pg. 32

Decisión 2006/685/CE de la Comisión, de 6 de octubre de 2006, por la que se modifican los anexos I y II de la Decisión 2003/634/CE por la que se aprueban programas para obtener la calificación de zonas autorizadas y piscifactorías autorizadas en zonas no autorizadas en relación con la septicemia hemorrágica viral (SHV) y la necrosis hematopoyética infecciosa (NHI) de los peces.

DO UE-L 282 de 13/10/2006, pg. 44

Decisión 2006/686/CE de la Comisión, de 12 de octubre de 2006, relativa a la asignación a los Países Bajos de días de pesca adicionales en Skagerrak, en la zona IV, en la división IIa (aguas de la CE) y en las divisiones VIIa y VIa.

DO UE-L 282 de 13/10/2006, pg. 50



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

Decisión 2006/673/CE de la Comisión, de 5 de octubre de 2006, que modifica la Decisión 2003/43/CE, por la que se establecen las clases de reacción al fuego para determinados productos de construcción, en lo que respecta a las placas de yeso laminado.

DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 77

LEGISLACIÓN



Relaciones
Exteriores

Relaciones Exteriores

Posición Común 2006/671/PESC del Consejo, de 5 de octubre de 2006, por la que se prorroga la Posición Común 2004/694/PESC sobre otras medidas en apoyo de la aplicación efectiva del mandato del Tribunal Penal Internacional para la ex Yugoslavia (TPIY).

DO UE-L 275 de 6/10/2006, pg. 66

Decisión nº 1/2006 (2006/672/CE) del Consejo de Asociación UE-Marruecos, de 26 de septiembre de 2006, por la que se crea el subcomité de Derechos Humanos, Democratización y Gobernanza.

DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 73

Decisión 2006/675/PESC del Consejo, de 10 de agosto de 2006, sobre la contribución de la Confederación Suiza a la Operación Militar de la Unión Europea de apoyo a la Misión de las Naciones Unidas en la República Democrática del Congo (MONUC) durante el proceso electoral (Operación EUFOR RD Congo).

DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 109

Decisión 2006/676/PESC del Consejo, de 10 de agosto de 2006, relativa a la celebración del Acuerdo en forma de Canje de Notas entre la Unión Europea y el Gobierno de la Confederación Suiza sobre la participación de la Confederación Suiza en la Operación Militar de la Unión Europea de apoyo a la Misión de las Naciones Unidas en la República Democrática del Congo

(MONUC) durante el proceso electoral (Operación EUFOR RD Congo).

DO UE-L 276 de 7/10/2006, pg. 110

Reglamento (CE) nº 1486/2006 de la Comisión, de 5 de octubre de 2006, que modifica el Reglamento (CE) nº 2368/2002 del Consejo por el que se aplica el sistema de certificación del proceso de Kimberley para el comercio internacional de diamantes en bruto.

DO UE-L 278 de 10/10/2006, pg. 3

Reglamento (CE) nº 1508/2006 de la Comisión, de 11 de octubre de 2006, que modifica por septuagésima primera vez el Reglamento (CE) nº 881/2002 del Consejo por el que se imponen determinadas medidas restrictivas específicas dirigidas contra determinadas personas y entidades asociadas con Usamah bin Ladin, la red Al-Qaida y los talibanes y por el que se deroga el Reglamento (CE) nº 467/2001 del Consejo.

DO UE-L 280 de 12/10/2006, pg. 12



Sanidad

Sanidad

Reglamento (CE) nº 1467/2006 de la Comisión, de 4 de octubre de 2006, por el que se modifica el anexo II del Reglamento (CE) nº 998/2003 del Parlamento Europeo y del Consejo en lo relativo a la lista de países y territorios (normas zoonitarias aplicables a los desplazamientos de animales de compañía sin ánimo comercial).

DO UE-L 274 de 5/10/2006, pg. 3

LICITACIONES



Agricultura

B-Bruselas: Contrato para la organización y puesta en práctica de formación de laboratorio destinada a expertos con el fin de mejorar el control de la Influenza Aviar Altamente Patógena (HPAI) en los países en vías de desarrollo y en algunos países candidatos de la Unión Europea (Comisión Europea, DG Comercio) (2006/S 192-203628).
DO UE-S 192 de 7/10/2006
Fecha límite: 13/11/2006

HR-Zagreb: CARDS - Refuerzo de la capacidad de la inspección veterinaria de fronteras (Croacia) (2006/S 192-203547).
DO UE-S 192 de 7/10/2006
Fecha límite: 6/11/2006



Asuntos de Justicia e Interior

AT-Viena: Expertos en las áreas del racismo, la xenofobia, el antisemitismo y actitudes intolerantes similares (Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia) (2006/S 191-202414).
DO UE-S 191 de 6/10/2006
Fecha límite: 13/11/2006

AT-Viena: Centros de Referencia Nacional RAXEN en los Estados miembros de la Unión Europea (Observatorio Europeo del Racismo y la Xenofobia) (2006/S 191-202413).
DO UE-S 191 de 6/10/2006
Fecha límite: 13/11/2006



Asuntos Sociales

IRL-Dublín: Análisis secundarios de la 4ª encuesta sobre las condiciones de trabajo en Europa (2005) (Fundación Europea para la Mejora de las Condiciones de Vida y de Trabajo) (2006/S 192-203624).
DO UE-S 192 de 7/10/2006
Fecha límite: 1/11/2006



Economía

B-Bruselas: Trabajos de investigación y asistencia técnica en el ámbito de la contratación pública (Comisión Europea) (2006/S 189-200277).
DO UE-S 189 de 4/10/2006
Fecha límite: 14/11/2006

B-Bruselas: Apertura en Grecia de una cuenta bancaria para efectuar pagos en euros (Comisión Europea, DG Presupuesto) (2006/S 189-200275).
DO UE-S 189 de 4/10/2006
Fecha límite: 20/11/2006
L-Luxemburgo: Servicios estadísticos e informáticos en el ámbito de las encuestas de presupuestos familiares (Comisión Europea, Eurostat) (2006/S 191-202420).
DO UE-S 191 de 6/10/2006
Fecha límite: 2/1/2007

B-Bruselas: Prestación de servicios de traducción relativos a las Normas Internacionales de Contabilidad/Normas Internacionales de Información Financiera (NIC/NIIF) - Prestación de servicios conexos (Comisión Europea, DG Traducción) (2006/S 192-203627).
DO UE-S 192 de 7/10/2006
Fecha límite: 3/11/2006

B-Bruselas: Tacis - Reforma de las estadísticas oficiales en Armenia, Azerbaiyán y Georgia - Estadísticas 10 (Armenia, Azerbaiyán y Georgia) (2006/S 192-203551).
DO UE-S 192 de 7/10/2006
Fecha límite: 10/11/2006



Energía

B-Bruselas: Tacis - Asistencia sobre el terreno para la central nuclear de Rovno - Proyecto U1.01/06 (Región de Rovno, Kuznetsovsk, Ucrania) (2006/S 192-203549).
DO UE-S 192 de 7/10/2006
Fecha límite: 4/12/2006



Integración Europea e Instituciones

I-Turín: Prestación de servicios de edición para la realización de versiones completas de transcripciones en distintos idiomas (Fundación Europea de Formación) (2006/S 189-200278).
DO UE-S 189 de 4/10/2006
Fecha límite: 13/11/2006

LICITACIONES



Política industrial y Pyme

CL-Santiago: ALA - Consultoría de análisis, diseño, construcción, implementación, puesta en marcha y operación del sistema de información maestro de fomento productivo y sus componentes (Simfo). Apoyo a la creación y desarrollo de empresas innovadoras (Santiago de Chile) (2006/S 193-204546).

DO UE-S 193 de 10/10/2006

Fecha límite: 9/11/2006



Relaciones Exteriores

BG-Sofía: Phare - Asistencia técnica a la Unidad Central de Finanzas y Contratos en la gestión del plan de subvención dirigido al desarrollo de la sociedad civil (Bulgaria con dimensión regional) (2006/S 191-202319).

DO UE-S 191 de 6/10/2006

Fecha límite: 14/11/2006

MK-Skopie: CARDS - Apoyo al programa de descentralización (Antigua República Yugoslava de Macedonia) (2006/S 193-204547).

DO UE-S 193 de 10/10/2006

Fecha límite: 10/11/2006

B-Bruselas: Contrato marco en el ámbito de la información y de la comunicación de programas y proyectos sobre ayuda exterior gestionados por la Comisión Europea - Oficina de Cooperación EuropeAid (Oficina de Cooperación EuropeAid) (2006/S 193-204644).

DO UE-S 193 de 10/10/2006

Fecha límite: 6/12/2006



Sanidad

GR-Tesalónica: Prestación de servicios de seguros de asistencia médica (Agencia Europea de Reconstrucción) (2006/S 193-204646).

DO UE-S 193 de 10/10/2006

Fecha límite: 13/11/2006

GR-Tesalónica: Prestación de servicios médicos (Agencia Europea de Reconstrucción) (2006/S 193-204645).

DO UE-S 193 de 10/10/2006

Fecha límite: 16/11/2006



Transporte

D-Colonia: Estudio sobre las necesidades de un sistema común de tarjetas de trabajo/fichas de trabajo (Agencia Europea de Seguridad Aérea) (2006/S 193-204647).

DO UE-S 193 de 10/10/2006

Fecha límite: 24/11/2006



Unión Económica y Monetaria

BA-Sarajevo: CARDS - Asistencia comunitaria a la Dirección de Planificación Económica (Bosnia y Herzegovina) (2006/S 190-201304)

DO UE-S 190 de 5/10/2006

Fecha límite: 6/11/2006

CONVOCATORIA DE PROGRAMAS



Consumo y Alimentación

Política de los consumidores (2006/C 241/14): Convocatoria de propuestas para la financiación de las organizaciones de consumidores europeas en el año 2007.

DO UE-C 241 de 6/10/2006, pg. 14

DOCUMENTOS OFICIALES



Agricultura

Lista de las zonas de producción en el sector del lúpulo.

DO UE-C 230 de 23/9/2006, pg. 6

Lista de los centros de certificación de lúpulo y códigos correspondientes.

DO UE-C 230 de 23/9/2006, pg. 7

Lista de las agrupaciones de productores reconocidas en el sector del lúpulo.

DO UE-C 230 de 23/9/2006, pg. 11

Comunicación de la Comisión sobre la disponibilidad estimada de recursos financieros para la concesión de la ayuda de reestructuración para la campaña de comercialización 2006/2007, en virtud de la aplicación del Reglamento (CE) nº 320/2006 del Consejo por el que se establece un régimen temporal para la reestructuración del sector del azúcar en la Comunidad.

DO UE-C 234 de 29/9/2006, pg. 9

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Establecimiento de indicadores agroambientales para el seguimiento de la integración de las consideraciones medioambientales en la política agrícola común [SEC(2006) 1136].

COM(2006) 508 de 15/9/2006

TRIGESIMOQUINTO INFORME FINANCIERO sobre la sección de Garantía del Fondo Europeo de Orientación y Garantía Agrícola (FEOGA) - ejercicio de 2005 - [SEC(2006) 1152].

COM(2006) 512 de 20/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa flusilazol.

COM(2006) 536 de 14/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa metamidfos.

COM(2006) 537 de 14/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del

Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa fenarimol.

COM(2006) 538 de 14/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa dinocap.

COM(2006) 539 de 14/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa procimidona.

COM(2006) 540 de 14/9/2006

Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo a fin de incluir en ella la sustancia activa carbendazima.

COM(2006) 541 de 14/9/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se deroga la Directiva 68/89/CEE del Consejo, relativa a la aproximación de las legislaciones de los Estados miembros en materia de clasificación de madera sin transformar.

COM(2006) 557 de 29/9/2006

Catálogo común de variedades de especies de plantas hortícolas - Sexto suplemento a la vigesimocuarta edición integral.

DO UE-C 241 A de 6/10/2006, pg. 1

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO sobre la revisión del régimen de cultivos energéticos (con arreglo al artículo 92 del Reglamento (CE) nº 1782/2003 del Consejo por el que se establecen disposiciones comunes aplicables a los regímenes de ayuda directa en el marco de la política agrícola común y se instauran determinados regímenes de ayuda a los agricultores) [SEC(2006) 1167].

COM(2006) 500 de 22/9/2006



Asuntos de Justicia e Interior

Propuesta de DECISIÓN MARCO DEL CONSEJO sobre la orden europea de vigilancia en el marco de las medidas cautelares aplicadas entre los Estados miembros de la Unión Europea [SEC(2006) 1079, SEC(2006) 1080].

COM(2006) 468 de 29/8/2006

DOCUMENTOS OFICIALES



LIBRO VERDE sobre las tecnologías de detección en la labor de los servicios represivos, aduaneros y otros servicios públicos de seguridad.
COM(2006) 474 de 1/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la Posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de un Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la ley aplicable a las obligaciones extracontractuales ("Roma II").

COM(2006) 566 de 27/9/2006

Dictamen del Supervisor Europeo de Protección de Datos sobre la propuesta de Reglamento del Consejo sobre la competencia, la ley aplicable, el reconocimiento y la ejecución de las resoluciones judiciales y la cooperación en materia de obligaciones de alimentos (COM(2005) 649).

DO UE-C 242 de 7/10/2006, pg. 20

INFORME DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO sobre la persistencia de situaciones de falta de reciprocidad con determinados terceros países en materia de exención de visados de conformidad con el artículo 1, apartado 5, del Reglamento (CE) nº 539/2001 del Consejo por el que se establece la lista de terceros países cuyos nacionales están sometidos a la obligación de visado para cruzar las fronteras exteriores de los Estados miembros y la lista de terceros países cuyos nacionales están exentos de esa obligación, modificado por el Reglamento (CE) nº 851/2005 en lo que respecta al mecanismo de reciprocidad.

COM(2006) 568 de 3/10/2006



Asuntos Sociales

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE Posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de una propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo por el que se crea un Instituto Europeo de la Igualdad de Género.

COM(2006) 501 de 21/9/2006



Consumo

Consumo y Alimentación

Informe de la Comisión sobre el tratamiento de alimentos con radiación ionizante correspondiente al año 2003.

DO UE-C 230 de 23/9/2006, pg. 12

Informe de la Comisión sobre el tratamiento de alimentos con radiación ionizante correspondiente al año 2004.

DO UE-C 230 de 23/9/2006, pg. 28

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Mejora de la formación para aumentar la seguridad alimentaria [SEC(2006) 1163, SEC(2006) 1164].

COM(2006) 519 de 20/9/2006



Política de Competencia

Competencia

Decisión del Órgano de Vigilancia de la AELC nº 41/04/COL, de 17 de marzo de 2004, por la que se modifican por quadragésimocuarta vez las normas procesales y sustantivas en materia de ayudas estatales introduciendo un nuevo capítulo 24B: Marco aplicable a las ayudas estatales a la construcción naval.

DO UE-C 221 de 14/9/2006, pg. 10

Publicación de una lista de medidas consideradas por la Comisión como ayudas existentes con arreglo al artículo 88, apartado 1, del Tratado CE, tras la adhesión de la República Checa, Estonia, Chipre, Letonia, Lituania, Hungría, Malta, Polonia, Eslovenia y Eslovaquia a la Unión Europea.

DO UE-C 227 de 21/9/2006, pg. 6

Comunicación del Órgano de Vigilancia de la AELC sobre la cooperación en la Red de Autoridades de Competencia de la AELC.

DO UE-C 227 de 21/9/2006, pg. 10

Información comunicada por los Estados miembros con relación a la ayuda concedida en virtud del Reglamento (CE) nº 70/2001 de la Comisión, de 12 de enero de 2001, relativo a la aplicación de los artículos 87 y 88 del Tratado CE a las ayudas estatales a las pequeñas y medianas empresas: País Vasco. Bizkaiberri Laguntzak, Programa de impulso a la innovación de las Pymes en Bizkaia (Ayuda nº XS 44/06).

DO UE-C 239 de 4/10/2006, pg. 10

DOCUMENTOS OFICIALES



Cultura

Cultura

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a la exportación de bienes culturales (versión codificada).
COM(2006) 513 de 20/9/2006



Economía

Economía

Propuesta de DIRECTIVA DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se modifica la Directiva 92/49/CEE del Consejo y las Directivas 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE y 2006/48/CE en lo que atañe a las normas procedimentales y los criterios de evaluación aplicables en relación con la evaluación cauteladora de las adquisiciones y de los incrementos de participaciones en el sector financiero [SEC(2006) 1117, SEC(2006) 1118].
COM(2006) 507 de 12/9/2006



Formación

Empleo y Formación

Aplicación del Programa comunitario de Lisboa. Propuesta de RECOMENDACIÓN DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO relativa a la creación del Marco Europeo de Cualificaciones para el aprendizaje permanente [SEC(2006) 1093, SEC(2006) 1094].
COM(2006) 479 de 5/9/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 577/98 del Consejo relativo a la organización de una encuesta muestral sobre la población activa en la Comunidad.
COM(2006) 565 de 2/10/2006



Energía

Energía

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO sobre la celebración por la Comisión de un Acuerdo de cooperación entre la Comunidad Europea de la Energía Atómica, representada por la Comisión, y el Gobierno de la República de Corea, en el ámbito de la investigación sobre la energía de fusión.
COM(2006) 578 de 6/10/2006



Integración Europea e Instituciones

Integración Europea e Instituciones

Comunicaciones: Tribunal de Justicia.
DO UE-C 224 de 16/9/2006, pg. 1

Documentos COM distintos de las propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.
DO UE-C 225 de 19/9/2006, pg. 9

Propuestas legislativas adoptadas por la Comisión.
DO UE-C 225 de 19/9/2006, pg. 12

Acta de la sesión del Parlamento Europeo (Pleno 26-29 septiembre 2005).
DO UE-C 227 E de 21/9/2006, pg. 1

Dictámenes del Comité de las Regiones (65º Pleno, 14-15 junio 2006).
DO UE-C 229 de 22/9/2006, pg. 1

Acta de la Sesión del Parlamento Europeo (Pleno 12-13 octubre 2005).
DO UE-C 233 E de 28/9/2006, pg. 1

Comunicaciones: Tribunal de Justicia.
DO UE-C 237 de 30/9/2006, pg. 1
Parlamento Europeo: Contribución adoptada en la XXXVª Conferencia de los órganos especializados en los asuntos comunitarios y europeos de los parlamentos de la Unión Europea (COSAC) - Viena, 22 y 23 de mayo de 2006 - Contribución dirigida a las Instituciones de la Unión Europea.
DO UE-C 238 de 3/10/2006, pg. 1

Posiciones comunes del Consejo (10/2006 a 12/2006).
DO UE-C 238 E de 3/10/2006, pg. 1

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al párrafo segundo del apartado 2 del artículo 251 del Tratado CE acerca de la Posición Común del Consejo sobre la adopción de una Decisión por la que se establece el programa "Europa con los ciudadanos" (2007-2013).
COM(2006) 542 de 26/9/2006

Comunicación de la Comisión al Consejo Europeo una agenda de los ciudadanos logrando resultados para Europa.
COM(2006) 211 de 10/5/2006

DOCUMENTOS OFICIALES

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Informe de seguimiento sobre el nivel de preparación de Bulgaria y Rumanía con vistas a su adhesión a la UE.
COM(2006) 549 de 26/9/2006



Medio Ambiente

Medio Ambiente

Informe Especial nº 6/2006 del Tribunal de Cuentas sobre aspectos ambientales de la cooperación al desarrollo llevada a cabo por la Comisión, acompañado de las respuestas de la Comisión.
DO UE-C 235 de 29/9/2006, pg. 1

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO, AL PARLAMENTO EUROPEO, AL COMITÉ ECONÓMICO Y SOCIAL EUROPEO Y AL COMITÉ DE LAS REGIONES - Estrategia temática para la protección del suelo [SEC(2006) 620, SEC(2006) 1165].
COM(2006) 231 de 22/9/2006



Pesca

Pesca

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se establecen, para 2007, las posibilidades de pesca y las condiciones asociadas aplicables en el Mar Báltico a determinadas poblaciones y grupos de poblaciones de peces.
COM(2006) 485 de 5/9/2006
Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO por el que se modifica el Reglamento (CE) nº 379/2004 en lo que atañe a los volúmenes de los contingentes arancelarios para determinados productos de la pesca durante el período 2004 y 2006.
COM(2006) 544 de 25/9/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que fija, para 2007 y 2008, las posibilidades de pesca de determinadas poblaciones de peces de aguas profundas por parte de los buques pesqueros comunitarios.
COM(2006) 554 de 28/9/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO sobre la aplicación del Reglamento (CE) nº 104/2000 del Consejo por el

que se establece la organización común de mercados en el sector de los productos de la pesca y de la acuicultura [SEC(2006) 1218].
COM(2006) 558 de 29/9/2006



Audiovisual

Política Audiovisual

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al artículo 251, apartado 2, párrafo segundo, del Tratado CE acerca de la Posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de una Recomendación del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la protección de los menores y de la dignidad humana y al derecho de réplica en relación con la competitividad de la industria europea de servicios audiovisuales y de información en línea.
COM(2006) 546 de 21/9/2006



Política Industrial y Pyme

Política Industrial y Pyme

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la firma en nombre de la Comunidad de un Protocolo adicional del Acuerdo europeo por el que se crea una asociación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Bulgaria, por otra, sobre evaluación de la conformidad y aceptación de productos industriales./ Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO relativa a la celebración de un Protocolo adicional al Acuerdo europeo por el que se crea una asociación entre las Comunidades Europeas y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Bulgaria, por otra, sobre evaluación de la conformidad y aceptación de productos industriales - PECA -.
COM(2006) 559 de 29/9/2006



Relaciones Exteriores

Relaciones Exteriores

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO por la que se fijan las contribuciones financieras que deberán ingresar los Estados miembros con destino al Fondo Europeo de Desarrollo (tercer tramo de 2006).
COM(2006) 575 de 5/10/2006

Comunicación de la Comisión relativa a la fecha de aplicación de los protocolos sobre las normas de origen que establecen la acumulación diago-

DOCUMENTOS OFICIALES



Relaciones Exteriores

nal entre la Comunidad, Argelia, Bulgaria, Cisjordania y Franja de Gaza, Egipto, Islandia, Islas Feroe, Israel, Jordania, Líbano, Marruecos, Noruega, Rumanía, Suiza (incluido Liechtenstein), Siria, Túnez y Turquía.

DO UE-C 220 de 13/9/2006, pg. 5

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Informe anual 2006 sobre la política de desarrollo de la Comunidad Europea y la ejecución de la ayuda exterior en 2005 [SEC(2006) 808].

COM(2006) 326 de 22/6/2006

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO por la que se concede al Banco Europeo de Inversiones una garantía de la Comunidad para absorber las pérdidas que se deriven de préstamos para la realización de proyectos fuera de la Comunidad (Europa Central y Oriental, países mediterráneos, Latinoamérica y Asia y la República de Sudáfrica) (Versión codificada).

COM(2006) 419 de 26/7/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CE) nº 817/2006 por el que se renuevan las medidas restrictivas aplicables a Birmania/Myanmar, y se deroga el Reglamento (CE) nº 798/2004.

COM(2006) 445 de 7/8/2006

INFORME DE LA COMISIÓN AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO - Región Especial Administrativa de Macao: Informe anual 2005.

COM(2006) 480 de 6/9/2006

Propuesta de REGLAMENTO DEL CONSEJO relativo a la aplicación a Líbano de determinadas medidas restrictivas.

COM(2006) 488 de 5/9/2006

Declaración conjunta sobre el diálogo político entre la Unión Europea y Montenegro.

DO UE-C 242 de 7/10/2006, pg. 6

Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO por la que se modifica la Decisión 2004/793/CE relativa a la conclusión del procedimiento de consulta con la República Togolesa en virtud del artículo 96 del Acuerdo de Cotonú.

COM(2006) 577 de 6/10/2006



Sanidad

Sanidad

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO Y AL CONSEJO sobre el Reglamento Sanitario Internacional.

COM(2006) 552 de 26/9/2006



Transportes

Transporte

Notificación de denuncia del Acuerdo entre la Comunidad Europea y los Estados Unidos de América sobre el tratamiento y la transferencia de los datos de los expedientes de los pasajeros por las compañías aéreas al Departamento de seguridad nacional, Oficina de aduanas y protección de fronteras, de los Estados Unidos.

DO UE-C 219 de 12/9/2006, pg. 1

Publicación de las medidas de ayuda estatales existentes en los nuevos Estados miembros en el sector del transporte.

DO UE-C 220 de 13/9/2006, pg. 7

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO de conformidad con el artículo 251, apartado 2, párrafo segundo, del Tratado CE relativa a la Posición común aprobada por el Consejo con vistas a la adopción de la Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo sobre la certificación de los maquinistas de locomotoras y trenes en el sistema ferroviario de la Comunidad.

COM(2006) 515 de 18/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO de conformidad con el artículo 251, apartado 2, párrafo segundo, del Tratado CE sobre la posición común aprobada por el Consejo con vistas a la adopción de la Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo por la que se modifican la Directiva 91/440/CEE del Consejo sobre el desarrollo de los ferrocarriles comunitarios y la Directiva 2001/14/CE del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la adjudicación de la capacidad de infraestructura ferroviaria, aplicación de cánones por su utilización y certificación de la seguridad.

COM(2006) 516 de 18/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO de conformidad con el artículo 251, apartado 2, párrafo segundo, del Tratado CE relativa a la posición común aprobada por el

DOCUMENTOS OFICIALES

Consejo con vistas a la adopción del Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo sobre los derechos y las obligaciones de los viajeros internacionales de ferrocarril.
COM(2006) 517 de 18/9/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN AL PARLAMENTO EUROPEO con arreglo al artículo 251, apartado 2, párrafo segundo, del Tratado CE relativa a la posición común adoptada por el Consejo con vistas a la adopción de la Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo sobre el permiso de conducción (refundición).
COM(2006) 547 de 21/9/2006



Unión Económica y Monetaria

Nueva cara común de las monedas en euros destinadas a la circulación.
DO UE-C 225 de 19/9/2006, pg. 7

Banco Central Europeo: Código suplementario de criterios éticos aplicables a los miembros del Comité Ejecutivo del Banco Central Europeo (Adoptado de conformidad con el artículo 11.3 del Reglamento interno del Banco Central Europeo).
DO UE-C 230 de 23/9/2006, pg. 46

Propuesta de DECISIÓN DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO por la que se establece un programa comunitario destinado a mejo-

rar el funcionamiento de los sistemas fiscales en el mercado interior (Fiscalis 2013) [SEC(2006) 566].
COM(2006) 202 de 17/5/2006

COMUNICACIÓN DE LA COMISIÓN - Programa de medidas de fomento de la investigación y el análisis de cuestiones relativas a la Unión Económica y Monetaria Europea.
COM(2006) 389 de 14/7/2006
Propuesta de DECISIÓN DEL CONSEJO por la que se autoriza al Reino Unido a establecer una medida especial de inaplicación del artículo 21, apartado 1, letra a), de la Sexta Directiva 77/388/CEE en materia de armonización de las legislaciones de los Estados miembros relativas a los impuestos sobre el volumen de negocios.
COM(2006) 555 de 28/9/2006

Programa común armonizado de encuestas de coyuntura de la UE.
DO UE-C 245 de 12/10/2006, pg. 5

Programa de medidas de fomento de la investigación y el análisis de cuestiones relativas a la unión económica y monetaria europea.
DO UE-C 246 de 13/10/2006, pg. 11
Propuesta modificada de REGLAMENTO DEL CONSEJO que modifica el Reglamento (CE, Euratom) n° 1605/2002, por el que se aprueba el Reglamento financiero aplicable al presupuesto general de las Comunidades Europeas.
COM(2006) 213 de 18/5/2006

ARTÍCULOS DE REVISTA



Integración Europea

e instituciones

GIANGASPERO, Paolo: "Uno sguardo alle esperienze straniere, aspettando il referendum sulla riforma", *Le Regioni* (Bologna), 6/2005 (dicembre 2005), 1039-1044.

BARTOLE, Sergio: "Ipotesi di Euroregione: soluzioni istituzionali alternative e differenti quadri di riferimento", *Le Regioni* (Bologna), 6/2005 (dicembre 2005), 1045-1054.

GALLEZ, Laurence y GORS, Benoit: "Aspetti recenti del federalismo regionale e del decentramento territoriale in Belgio", *Le Regioni* (Bologna), 6/2005 (dicembre 2005), 1055-1082.

PONTHOREAU, Marie-Claire: "Recenti sviluppi della decentralizzazione "alla francese": aspettando l'atto terzo", *Le Regioni* (Bologna), 6/2005 (dicembre 2005), 1083-1097.

WOELK, Jens: "'Modernizzare' lo Stato federale tedesco: una fatica di Sisifo?", *Le Regioni* (Bologna), 6/2005 (dicembre 2005), 1119-1156.

VOGT, Matthias: "Indirect judicial protection in EC law-the case of the plea of illegality", *European Law Review*, vol. 31, n° 3 (June 2006), 364-377.

CABRAL, Pedro: "Access to Member State documents in EC law", *European Law Review*, vol. 31, n° 3 (June 2006), 378-389.

SCHÜTZE, Robert: "Co-operative federalism constitutionalised: the emergence of complementary competences in the EC legal order", *European Law Review*, vol. 31, n° 2 (April 2006), 167-184.

HINAREJOS PARGA, Alicia: "Bosphorus v Ireland and the protection of fundamental rights in Europe", *European Law Review*, vol. 31, n° 2 (April 2006), 251-259.



Relaciones Exteriores

TRYBUS, Martin: "With or without the EU Constitutional Treaty: towards a Common Security and Defence Policy?", *European Law Review*, vol. 31, n° 2 (April 2006), 145-166.



Relaciones Exteriores

SOLANA, Javier: "Les acquis de la politique européenne de sécurité et de défense", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européene* (Paris), 500 (juillet-août 2006), 433-434.



Asuntos Sociales

Asuntos sociales

CURRIE, Samantha: "'Free' movers? The post-accession experience of accession-8 migrant workers in the United Kingdom", *European Law Review*, vol. 31, n° 2 (April 2006), 207-229.

GARABIOL-FURET, Marie-Dominique: "Le partenariat social puet-il relancer l'idée européenne?", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européene* (Paris), 500 (juillet-août 2006), 435-440.



Unión Económica y Monetaria

Unión Económica y Monetaria

MONTAGNON, Anne: "L'accord sur le cadre financier 2007-2013", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européene* (Paris), 500 (juillet-août 2006), 441-444.

LEFEBVRE, Maxime: "Le budget européen 2007-2013: une négociation d'étape", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européene* (Paris), 500 (juillet-août 2006), 445-451.

ANGEL, Benjamin: "Zone euro: l'élargissement en marche", *Revue du Marché Commun et de l'Union Européene* (Paris), 500 (juillet-août 2006), 452-456.

AMTENBRINK, Fabian y DE HAAN, Jakob: "Reforming the Stability and Growth Pact", *European Law Review*, vol. 31, n° 3 (June 2006), 402-413



Medio Ambiente

Medio Ambiente

HEYVAERT, Veerle: "Facing the consequences of the precautionary principle in European Community law", *European Law Review*, vol. 31, n° 2 (April 2006), 185-206.

Edición-Redacción

Coordinadores

De Epalza Azqueta, Camila
Iturrate Bizkargüenaga, Elena

Arrow Comunicación
Llamas Fernández, Santiago
Redecillas, Santi

Diseño

Valentín Álvarez

Diseño cubierta

Arrow Comunicación

Impresión

Gráficas Santamaría, S.A.

La opinión vertida en Europa-Euskadi no compromete a la Red Vasca de Información Europea



Red Vasca de Información Europea
(REVIE)

Europako Informazioaren
Euskal Sarea (EIES)

La REVIE tiene como objetivo facilitar a los ciudadanos, empresas, entidades públicas y privadas la información europea de la manera más rápida y completa mediante la acción coordinada de los centros dependientes de las Administraciones Vascas y de los que integran las redes de la Comisión Europea en la Comunidad Autónoma.

EIESren helburua honako hau da: hiriterrei, enpresei eta erakunde publiko zein pribatuei Europako informazioa erarik askarren eta osoenean ematea, Euskal Administrazioen menpeko zentrozen ekintzak eta Europako Batzordeak Euskal Autonomian dituen sareetako zentrozen ekintzak koordinatuz.

Componen la REVIE/ Hauek osatzen dute EIES:



	<ul style="list-style-type: none"> Gobierno Vasco Eusko Jaurlaritzak 	945 01 80 57
	<ul style="list-style-type: none"> Diputación Foral de Alava Arabako Foru Aldundiak 	945 18 18 18
	<ul style="list-style-type: none"> Diputación Foral de Bizkaia Bizkaiko Foru Aldundiak 	94 406 80 00
	<ul style="list-style-type: none"> Diputación Foral de Gipuzkoa Gipuzkoako Foru Aldundiak 	943 11 22 90
	<ul style="list-style-type: none"> EUDEL (Asociación de Municipios Vascos) EUDELEK (Euskadiko Udalen Elkarteak) 	94 423 15 00
	<ul style="list-style-type: none"> Centro Europeo de Información Empresarial de la Cámara de Comercio de Bilbao Bilboko Merkataritza Ganbarako Enpresa Informaziorako Europako Zentroak 	94 470 65 00
	<ul style="list-style-type: none"> Cámara de Gipuzkoa Gipuzkoako Bazkundera Ganberak 	943 00 03 00
	<ul style="list-style-type: none"> Empresarios Alaveses Arabako Enpresariak 	945 00 04 00
	<ul style="list-style-type: none"> Centro de Documentación Europea de la Universidad de Deusto Deustuko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 	94 413 90 00
	<ul style="list-style-type: none"> Centro de Documentación Europea de la Universidad del País Vasco Euskal Herriko Unibertsitateko Europako Dokumentazio Zentroak 	94 601 36 51/52
	<ul style="list-style-type: none"> Casa de Cultura Ignacio Aldecoa. Eurobiblioteca de Álava Ignacio Aldecoa Kultura Etxea. Arabako Euroliburutegiak 	945 18 19 44
	<ul style="list-style-type: none"> Europe Direct Álava 	945 18 19 00
	<ul style="list-style-type: none"> MENDIKOI Europe Direct 	945 41 03 03

Si precisa Ud. ampliación de la información recogida en cualquiera de las secciones de este número o sobre cualquier cuestión de la Unión Europea puede dirigirse al centro correspondiente de la REVIE.

Zenbaki honetako edozein ataletan informazioz edota Europako Batasunari buruzko edozein gaiz gehiago jakin nahi baduzu, jo ezazu EIES-k horretarako daukan zentrora.

www.revie.org

Precio de suscripción: 90,00 € al año/Harpidetza: 90,00 € urtean